UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Evolution politico-administrative, socio-économique et culturelle de la commune Giharo de 1982 à 2013

Ngendankazi, Godefroid; Sous la direction de : M.A. Pie Ndayishimiye

2014
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1703

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

EVOLUTION POLITICO-ADMINISTRATIVE, SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTURELLE DE LA COMMUNE GIHARO DE 1982 A 2013

Par

NGENDANKAZI Godefroid

Sous la direction de :

M.A. Pie NDAYISHIMIYE

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option : Science politique

Bujumbura, octobre 2014

DEDICACE

A mes parents,

A ma chère épouse,

A mes frères et sœurs,

A la famille SAYUKUBARA Juma-Noé.

AVANT-PROPOS

En ce grand moment où notre travail prend sa forme définitive, nous ressentons un réel plaisir de nous acquitter de notre devoir de reconnaissance envers toutes les personnes sans les efforts desquelles ce travail n'aurait pas abouti à ce stade.

Nos remerciements vont tout d'abord au professeur Pie NDAYISHIMIYE qui, malgré ses nombreuses occupations, a accepté de diriger et de suivre de près ce travail du début à la fin. Sa compétence, son dévouement au travail, ses critiques et surtout ses conseils combien si importants nous ont été d'une utilité sans égal. Qu'il trouve ici l'expression de notre reconnaissance.

Nous remercions ensuite tous ceux qui se sont donnés corps et âme pour nous transmettre leurs savoirs depuis l'école primaire jusqu'à l'université.

Nous remercions particulièrement les professeurs de l'université du Burundi plus précisément ceux du Département d'Histoire pour leur formation intellectuelle, morale et humaine.

Nous remercions grandement notre chère épouse SABIMANA Donavine qui n'a ménagé aucun effort pour nous soutenir tant moralement que matériellement pendant l'élaboration de ce travail. Qu'elle savoure dans chaque ligne de cette œuvre le couronnement des efforts consentis.

Nous tenons également à remercier les familles BAZISHAKA Juvénal et NIYUKURI Festus pour leurs soutien et encouragements. Leur contribution demeurera pour nous inoubliable.

A tous nos informateurs qui ont accepté de nous livrer leurs informations, nous disons merci.

Enfin, nous serions ingrats si nous ne remercions pas nos camarades de classe ainsi que nos amis dont la collaboration durant tout notre séjour à l'école, nous a été très bénéfique.

Que tous ceux-ci trouvent ici notre sincère gratitude.

NGENDANKAZI Godefroid

SIGLES ET ABREVIATIONS

A/A	: Année académique
CERS	: Centre de Recherche et de l'Animation Sociale
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces pour la Défense de la Démocratie
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
E.P	: Ecole Primaire
FECABU	: Fraternité Evangélique du Christ en Afrique et au Burundi
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FPSE	: Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
HAV	: Homme Adulte et Valide
Ibidem	: même ouvrage, même page et même auteur
Idem	: même ouvrage et même auteur
Op.cit.	: opere citato : ouvrage déjà cité
p.	: page
P.P.	: Parti du Peuple
pp	: de la page... à la page...
PRP	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
RABRU	: Rapport de l'Administration Belge du Rwanda-Urundi
RAPB	: Rapport annuel des Pères Blancs
RNP	: Régie Nationale des Postes
SOSUMO	: Société sucrière du Moso
UB	: Université du Burundi
UIDH	: Union Interafricaine des Droits de l'Homme
UPRONA	: Union pour le Progrès National

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : La répartition de la population avant l'Indépendance, vers 1953 9
Tableau n°2: La population de la région Moso-Sud en 1960: résultats des élections communales 11
Tableau n°3 : Répartition spatiale des secteurs de Giharo 19
Tableau n°4 : Résultats des élections présidentielles au niveau des provinces 27
Tableau n°5 : Résultats des élections présidentielles de 1993 dans la province Rutana 28
Tableau n°6 : Bilan des dégâts humains et matériels pendant la crise de 1993 34
Tableau n°7 : Recettes annuelles de la commune Giharo de 2001 à 2006 et celles de 2013 ... 44
Tableau n°8 : Découpage administratif de la commune depuis 2005 46
Tableau n°9 : Evolution de la chrétienté dans la mission de GIHARO depuis 1990 jusqu'en 2013 58
Tableau n°10 : Evolution de la scolarité dans la carte scolaire de Giharo 68
Tableau n°11 : Effectifs des élèves, enseignants et bâtiments par école pendant l'année scolaire 2011-2012 70
Tableau n°12 : Répartition spatiale des écoles secondaires et leurs effectifs (A/S : 2011-2012) 73
Tableau n°13 : Effectifs des élèves ayant fréquenté la fin du cycle inférieur de 2002 à 2013 en commune Giharo 74
Tableau n°14 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires 79
Tableau n°15 : Situation de l'habitat dans la commune Giharo en 2007 83

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Evolution de la chrétienté : Baptêmes enfants et adultes 59
Graphique n°2 : Evolution de la scolarité dans la carte scolaire Giharo 69

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Découpage administratif de la Commune GIHARO 2
Carte 2 : Infrastructures sanitaires 81

RESUME

La région de Kumoso et Giharo en particulier a été longtemps présentée comme une région inhospitalière. Son caractère répulsif explique le faible peuplement. La renaissance de la commune Giharo en 1982 consacre une nouvelle organisation de l'espace administrative. Le premier degré d'évolution est franchi et le taux d'accroissement naturel, les mouvements migratoires et l'amélioration des conditions de vie ont fait que la population augmente.

Néanmoins, en 1993 on a observé des manquements politiques tels que l'ethnisation lors des campagnes électorales, des conflits récurrents liés à l'antagonisme idéologique. Le domaine politico-administratif connaît dès lors des effets pervers. La vie sociale est paralysée, l'économie et la culture en pâtissent, le clivage clientéliste et néo-patrimonial s'enracine.

Depuis 2004 à 2013, la situation change, on assiste à un développement social caractérisé par la prolifération des écoles tant secondaires que primaires, des églises et des centres de santé. Du côté de l'économie, le secteur bancaire reste inexistant. La commune ne compte que deux institutions financières : la COOPEC et la Poste. Mais, les autres secteurs socio-économiques connaissent un développement relatif. La démocratie s'enlise malgré la présence du multipartisme et l'introduction du suffrage universel. Quant à la culture, elle commence à s'améliorer, mais, reste inféodée au pouvoir dominant en tant qu'instrument de socialisation et de propagande politique partisane.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i

AVANT-PROPOS ii

SIGLES ET ABREVIATIONS iii

LISTE DES TABLEAUX iv

LISTE DES GRAPHIQUES iv

LISTE DES CARTES iv

RESUME v

TABLE DES MATIERES vi

0. INTRODUCTION 1

0.1. Choix et intérêt du sujet 1

0.2. Délimitation spatiale et temporelle du sujet 1

0.2.1. Le cadre spatial 1

0.2.2. Le cadre temporel 3

0.3. Problématique 3

0.4. Méthodologie de recherche et sources utilisées 4

0.5. Difficultés rencontrées 5

0.6. Articulation du travail 5

CHAPITRE I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE GIHARO 6

I.A. Relief et hydrographie 6

I.B. Le climat et végétation 6

I.C. Cadre démographique 7

I.C.1. Le peuplement de la commune 7

I.C.1.a. Historique 7

I.C.1.b. La répartition de la population avant l'indépendance 8

I.C.1.c. Structure et Composition de la population 11

I.C.2. Les mouvements de la population : les migrations 12

I.C.2.a. Les mobiles de ces migrations 12

1° Les mobiles politiques et sociaux 12

2° Les crises alimentaires 14

3° La recherche du pâturage 15
I.C.2.b. Bilan de la politique de transfert des populations 15
1° Migration temporaire ou refus de la politique de transfert des populations 15
2° Migration Saisonnières ou preuves d'intérêts nouveaux 15

CHAPITRE II. EVOLUTION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA COMMUNE GIHARO (1982 – 2013) 17

II.A. Organisation politique et administrative de 1982 à 1991 17
II.B. Les mutations politiques et administratives dans la Commune Giharo de 1992 à 2004 .. 20
II.B.1. Notion de démocratie 20
II.B.2. Les élections de 1993 21
II.B.2.a. Les préparatifs des élections 21
II.B.2.b. La campagne électorale et son ethnisation 22
II.B.3. Analyse des comportements politiques électoraux 25
II.B.4. Analyse des résultats du scrutin et ses conséquences sur l'administration 29
II.B.5. La montée de la violence politique et sociale 31
II.B.5.a. Notion de violence politique 31
II.B.5.b. Caractéristiques majeurs des conflits 32
II.B.6. Gestion politique de la crise de 1993 à 2004 33
II.B.6.a. Exil des autorités et le vote "émotionnel" 34
II.B.6.b. Le néo-patrimonialisme et le clientélisme au sein de la commune 35
1° Le néo-patrimonialisme 35
2° Le système clientéliste au sein de la commune 36
II.B.6.c. Les effets de la démocratie de façade dans la zone d'étude 38
II.B.6.d. La période de transition et les variations politico-administratives (l'an 2004) 39
II.C. Bilan du changement politico-administratif dans la commune Giharo de 2005-2013 41
II.C.1. La réorganisation politique 41
II.C.2. Le fonctionnement des partis politiques : Cas du CNDD-FDD, UPRONA et FRODEBU 41
II.C.3. Les conséquences de la loi communale de 2005 à 2013 sur l'administration 45
II.C.4. Les élections communales de 2005 47
II.C.4.1. Le comportement électoral et les résultats du scrutin 47
II.C.4.2. Les organes issus des élections communales 50
II.C.5. La fin des changements administratifs et le retour à la dérive néo-patrimoniale 51

CHAPITRE III. LES TRANSFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELLES DE LA COMMUNE GIHARO (1982 – 2013)..... 53

III.A. L'évolution sociale de la Commune Giharo de 1982 à 2013 53
III.A.1. Notion d'institution sociale 54
III.A.2. Apport des Eglises dans le développement de la Commune de 1982 à 2013..... 55
III.A.2.a. L'Eglise catholique et son œuvre missionnaire auprès de la population de 1982 à 2013 56
III.A.2.b. L'Eglise Méthodiste Unie et son œuvre missionnaire..... 64
III.A.2.c. L'œuvre sociale de l'Eglise Pentecôtiste 64
III.A.2.d. L'Eglise FECABU et ses œuvres holistiques auprès de la population..... 64
III.A.3. Le système éducatif dans la commune de 1982 à 2013..... 66
III.A.3.a. La promotion de l'enseignement primaire..... 67
III.A.3.b. Naissance et expansion de l'enseignement secondaire..... 72
III.A.3.c. Les défis de la scolarisation en commune Giharo 75
1° L'ignorance..... 75
2° Les mariages précoces 75
III.A.4. Le secteur de la santé et de l'assainissement..... 78
III.A.4.a. Le domaine sanitaire..... 78
III.A.4.b. Approvisionnement en eau potable 82
III.B. La situation économique de la Commune Giharo de 1982 à 2013 83
III.B.1. Le domaine de l'habitat et de la voirie..... 83
III.B.2. Le secteur du commerce et les finances de la commune 84
III.C. Les loisirs et la culture dans la Commune Giharo de 1982 à 2013..... 86
III.C.1. Le sport 86
III.C.2. Les loisirs..... 87
III.C.3. La culture 88

CONCLUSION GENERALE..... 89

BIBLIOGRAPHIE 91

ANNEXES..... 94

0. INTRODUCTION

Depuis longtemps, la région de Kumoso est présenté comme une région inhospitalière. Mais, chose surprenante, c'est la région qui connaît l'émergence du premier noyau politique. Dans cette même pleine, nous avons une commune nouvellement créée, la commune de Giharo. C'est une entité administrative décentralisée comme tant d'autres. Selon la tradition orale, tout comme les travaux scientifiques coloniaux, le premier roi fondateur du Burundi Ntare Rushatsi serait passé dans cette dernière, précisément sur la colline Ngomante.

La commune de Giharo est la plus vaste du pays et couvre une superficie de 585,86 km^2, soit 30% de la superficie de la province et 2,10% de celle du pays. Son chef-lieu est à Kabingo dans la zone de Butezi.

Elle est limitée : au Nord par les communes Nyabitsinda et Kinyinya de la province Ruyigi ; au Sud par la commune de Bukemba et à l'Est se trouve la République Unie de la Tanzanie ; à l'Ouest par la commune Mpinga-Kayove, spécialement la chaîne de Nkoma.

0.1. Choix et intérêt du sujet

Le choix de notre sujet n'est pas le fruit du hasard. En effet, l'historique de la commune Giharo n'ayant pas encore fait l'objet d'un travail de recherche au département d'histoire, elle a suscité notre curiosité. Nous avons donc jugé utile d'analyser l'évolution politico-administrative, socio-économique et culturelle de cette entité territoriale de 1982 à 2013.

Nous tenons aussi à souligner que notre connaissance du milieu se présente également comme un élément pertinent dans le choix de ce sujet. En effet, il nous est facile de choisir les personnes les mieux indiquées pour nous fournir des informations.

0.2. Délimitation spatiale et temporelle du sujet

0.2.1. Le cadre spatial

Par rapport à d'autres communes de la province de Rutana, Giharo se trouve à l'Est. Elle est limitée : au nord par les communes Nyabitsinda et Kinyinya de la province Ruyigi, au sud par la commune Bukemba, à l'Est par la République Unie de Tanzanie et à l'Ouest par la commune Mpinga-Kayove.

Carte 1 : Découpage administratif de la Commune GIHARO



Source : Monographie de la Commune GIHARO, 2006, *Plan Communal de Développement Communautaire de la Commune Giharo* (2007)

0.2.2. Le cadre temporel

Les limites chronologiques situées entre 1982 et 2013 sont significatifs. Peu après l'indépendance, Giharo était une commune à part entière de même que Muzye, une de sa zone. Avant 1965, le Burundi comptait 181 communes au total.

Depuis septembre 1965, Giharo de même que Muzye sont effacés de la liste des communes qui forment le Burundi post-colonial. Elles deviennent des zones formant la commune Mpinga-Kayove.

Nous avons donc choisi l'année 1982 comme borne inférieure de notre travail, du fait qu'elle marque la renaissance de ladite commune.

Quant à l'année 2013, elle marque le bilan de la reconstruction sociale et politique après les événements tragiques de 1993 qui ont dévasté le Burundi.

0.3. Problématique

La Commune Giharo qui fait l'objet de notre étude fait partie intégrante des territoires conquis par Ntare Rugamba, selon les travaux scientifiques coloniaux et la tradition orale. Après l'annexion de la région du Moso (dont fait partie Giharo) à la région de Nkoma, celle-ci est restée faiblement peuplée jusqu'à la veille de l'indépendance, surtout par le jeu des migrations. En outre, l'administration sociopolitique est surtout dominée, non par les autochtones, mais par des gens venus d'ailleurs (Mirwa, Mugamba, Kirimiro, ...). Cet état de fait nous a amené à nous poser des questions.
Comment les domaines politico-administrative, socio-économique et culturel ont-ils évolué dans la commune Giharo ?
Les migrations ont-elles joué un rôle important dans cet avancement ?
De cette organisation politique, pouvons-nous relever des défis ?
Y auraient-ils eu des interactions au sein de la masse ?
Comment cette entité longtemps arriérée s'est-elle évoluée socialement, économiquement et culturellement ?

Pour tenter de répondre à toutes ces interrogations, nous nous sommes référé aussi bien aux sources orales qu'aux sources écrites en vue d'analyser l'évolution tant politique que sociale

de cette entité administrative. Les réponses que nous allons essayer de donner ne sont que provisoires, la société demeurant en perpétuelle évolution.

0.4. Méthodologie de recherche et sources utilisées

Dans une société comme la nôtre où la tradition orale a une place très importante, nous avons utilisé les sources orales. Nous avons essayé de confronter plusieurs sources orales les unes aux autres, les enrichir avec des sources écrites en la matière. Les sources écrites fournissent des éclaircissements riches d'informations.

A part ces dernières, nous avons mené des enquêtes auprès des personnes les mieux informées, c'est-à-dire ceux qui ont pu avoir la chance d'être parmi les autorités de la commune depuis sa naissance jusqu'en 2013.

En outre, nous avons approché ceux qui sont dans les organisations surtout nationales pour en savoir plus.

Quant aux approches théoriques, nous avons fait recours aux théories de la domination politique pour cadrer notre sujet. En effet, le postulat fondamental de ces théories est qu'un individu ou un groupe d'individu commande à la majorité sans que celle-ci ait procédé à la désignation des dominants. Ces théories sont de deux ordres : marxistes et néo-marxistes. En ce qui nous concerne, nous avons utilisé les théories marxistes qui montrent que les ressources économiques déterminent la domination politique.

En plus, nous avons utilisé les théories organisationnelles du pouvoir politique. L'idée fondamentale est que l'analyse porte sur les procédures utilisées dans la coordination des activités en vue d'atteindre les objectifs déterminés. Avec ces théories, nous avons analysé les phénomènes bureaucratiques au sein de la commune.

Comme dernières théories, nous avons fait le point sur les théories psychosociologiques dont le postulat fondamental est qu'il existe des comportements politiques qui sont déterminés par les groupes d'appartenance et par les cultures collectives. Ces théories nous ont permis d'analyser les différents changements politiques au niveau des élections suivant la chronologie.

0.5. Difficultés rencontrées

Pendant les moments de recherche, nous avons eu beaucoup d'épreuves. En effet, il a fallu parcourir toute la commune et ce trajet est suffisamment long à parcourir à vélo, sans oublier que Giharo est la commune la plus vaste en superficie par rapport aux autres communes de la province Rutana.

Mis à part ce trajet, nous avons eu des difficultés d'accès à toutes les informations escomptées. La cause de ce manque est due à des moments que cette commune était en train de traverser. L'administrateur Gilbert Nyandwi était secoué par le conseil communal pour avoir dilapidé le patrimoine de la commune. Et lorsque nous arrivions au bureau communal, quand bien même muni d'une attestation de recherche octroyée par l'Université du Burundi, nous étions jugé comme espion. C'est pourquoi le temps de la recherche a été allongé.

Il était aussi difficile d'approcher les informateurs de Butezi et ses environs du fait que nous ne leur étions pas familier et qu'ils bouillaient de remord pour voir "leur" administrateur bientôt destitué par. Il nous a fallu une longue procédure, celle d'approcher l'honorable député Joseph Ntakamurenga qui nous a pourtant beaucoup aidé.

0.6. Articulation du travail

Notre travail se subdivise en trois grands chapitres. Le premier traite de la présentation générale de la commune Giharo. Il parle de la description physique et humaine et du peuplement comme résultats des mouvements migratoires.

Le deuxième chapitre montre l'évolution politique et administrative de la Commune Giharo de 1982 à 2013. Nous passerons d'abord en revue l'organisation politique et administrative, des mutations politiques et administratives ainsi que les changements administratifs et ses défis.

Quant au troisième chapitre, il met un accent particulier sur les transformations socio-économiques et culturelles de la Commune Giharo de 1982 à 2013.

Une conclusion clôturera notre travail.

CHAPITRE I. PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE GIHARO

A travers cette présentation générale, nous allons essayer de faire le point sur le relief et l'hydrographie, le climat et la végétation et nous allons terminer par le cadre démographique.

I.A. Relief et hydrographie

Le relief est accidenté avec une altitude de 1260 m. La région du Moso est drainée par la rivière Maragarazi.

I.B. Le climat et végétation

La commune Giharo s'étale sur la région naturelle du Moso. Le climat est du type tropical tempéré. Le régime pluviométrique de 1175mm par an dans le Moso en temps normal, fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison de pluie d'octobre – avril. Les températures varient de 14-28°c au cours de l'année.

Au Moso, « *si l'on se reporte aux données climatiques des six dernières décennies, on constate que les pluies sont peu abondantes et inégalement réparties dans le temps et dans l'espace : 600-1100mm/an* »[1].

Avec cette pluviosité annuelle moyenne qui tourne autour de 1100mm/an, l'alternance des saisons est aussi irrégulière. Généralement, la saison sèche débute avec le mois de mai pour terminer en octobre. Cette période se caractérise par une température diurne particulièrement élevée peu propice aux activités économiques. C'est une période de récolte du coton ainsi que du riz, de haricot et d'autres plantes cultivées, notamment les céréales.

Quant à la végétation de cette partie, l'on peut dire qu'elle est faible surtout à cause des feux de brousse que font les *Bamoso* surtout pendant la saison sèche. La végétation est constituée par la savane inextricable et par de petites forêts claires surtout sur les rives des rivières Muyovozi et Lumpungwe.

---

[1] BENDANZIRA (R.), *Les échanges socio-économiques du Moso-Nord avec les régions voisines : Fin XIX^e S à nos jours*, Bujumbura, U.B., FLSH, 1990, p.7.

I.C. Cadre démographique

Etymologiquement, le mot démographie provient de deux vocables "demos" (humain, homme) et "graphein" (description). Il s'agit donc ici de la description de la population.

I.C.1. Le peuplement de la commune

I.C.1.a. Historique

La région de Kumoso a été longtemps présentée comme une région inhospitalière. Son caractère répulsif expliquerait son faible peuplement. En effet, son climat insalubre, les maladies endémiques, sa savane inextricable, le pullulement des déprédateurs en ont fait un milieu peu viable et partant hostile à l'homme. C'est dans ce sens que NIZIGIYIMANA dit qu'

> « *Il semble que la région du Kumoso est de peuplement récent [...]. C'est vers les années 60 qu'une vague des gens venus de Kayanza vient dans la commune Giharo. Ils venaient en camion et devraient s'installer dans les paysannats de Kumoso. Le contexte historique nous montre que le mouvement de peuplement de Kumoso se situe vers les années 1960* »[2].

Dans ce même processus de peuplement de la région de Kumoso, nous constatons que les occupants de cette région viennent s'y installer dans des conditions difficiles mais incitantes :

> « *Igihe twaza ino mu Kumoso, twaza mw'ikamyo, batugaburira ibigori, ubwishaza, ibiharage, umuceri,... Baraduha kandi amasabuni, amasuka y'ukurima hamwe n'amafaranga mirongo itatu (30F) yo kunywesha naho ata birabu vyariho mu mirongo itandatu. Nta kori badutoza ico gihe* »[3].

Ce qui se traduit :

> « *En quittant Kayanza vers Kumoso, nous venions en camion, on nous rationnait le maïs, le petit pois, haricot, riz, etc. On nous donnait aussi des savons, des houes pour*

[2] NIZIGIYIMANA (F.), *Les transformations politiques consécutives à la présence coloniale au NKOMA*, Bujumbura, U.B., FLSH.
[3] NTAWUYAMARA (T.), *Enquête orale* du 20 juillet 2012 à RUTAMBA.

cultiver, ainsi que trente (30F) Francs Bu pour aller boire de la bière, bien que des bars n'existassent pas. Nous ne payions pas d'impôt. C'était dans les années 1960 ».

Peu avant cette vague de peuplement, la région du Moso et du Moso-Sud qui comprend notre zone d'étude, était presque vide d'hommes. Les voies de communication étaient presqu'inexistantes et les ménages dispersés.

I.C.1.b. La répartition de la population avant l'indépendance

Selon le rapport annuel de 1953 accompagné par des enquêtes orales, la répartition de la population dans la commune de Giharo est densément faible. Le tableau ci-après nous montre la situation :

Tableau n°1 : La répartition de la population avant l'Indépendance, vers 1953

Sous-chefs	Leur identité	Collines de la sous-chefferie	Contribuables	Nombre de têtes de bétail
Furege	P. Manege + M. Inarubeya	Mugombura Murembera Gakungu Bugongo	512	144
Ntebutsi	P. Karayenga+ M. Ntabiriho	Murara Bugongo Ngomante Kirungu	248	38
Kigoma	P. Kabogo +M. Nyugire	Giharo Nkurye Buhogo Busabe Kigunda Shasha Rubanga Mwebeya	593	98
Segahuzo	P. Mukangara + M. Ndabakenga	Kanyererwe Kubayaga Mura Musenyi Bukeno Gitanga Nyange Gasaka	500	115
Minya	P.Rusumo + M.Zizanye	Butezi Karambwe Gasunu Kibimba	474	27
Butunu	P. Sentete + M. Bankurunaze	Nkanka Gitara Buyaga Muzye Nyembuye Shembe Nyabiganda	556	48
Total		36	2883	470

Sous-chefs, collines de la sous-chefferie, contribuables et nombre de têtes de bétail de la chefferie Kigoma en 1953[4].

[4] NIZIGIYIMANA (F.), *op. cit.*, p.70.

Ce tableau nous montre que la population est inégalement répartie. Dans les six sous-chefferies qui formaient la commune Giharo, les contribuables étaient moins nombreux. La moyenne des contribuables s'élève à 88 contribuables par sous-chefferies contrairement à la superficie qui était très élevée.

- La sous-chefferie qui vient en premier lieu est la sous-chefferie Kigoma formée par les collines de Giharo, Nkurye, Buhogo, Busabe, Kigunda, Shasha, Rubanga et Mwebeya. Ses contribuables s'élèvent à 593 avec 98 têtes de bétail.
- La sous-chefferie la plus peuplée est celle de Butunu qui regroupe Nkanka, Gitara, Buyaga, Muzye, Nyembuye, Shembe et Nyabiganda. Elle a 556 contribuables mais avec moins de troupeaux.
- La troisième sous-chefferie est celle de Furege regroupant Mugombwa, Murembera, Gakungu et Bugongo. Avec 512 contribuables. Cette sous-chefferie est riche en bétail avec 144 têtes de bétail. Cette sous-chefferie a été occupée par les gens de Mugamba. Ils venaient avec leurs troupeaux pour faire la transhumance. Puisqu'ils étaient les premiers occupants, ils donnaient des propriétés en collaboration avec les Bamoso avec qui ils formaient des comités.
- « *Igihe twashika ino mu Kumoso kuri BAGAZA, Abagamba n'Abamoso nibo baduha amatongo hari mu mashamba. Mu kuduha amatongo twatanga inzoga ku mukuru w'umutumba na Conseiller Pascal Ndakoraniwe niwe yari Conseiller wa Giharo, uwundi i Muzye. Abo wumva bari batunze cane* »[5].
- « *Lorsque nous arrivions ici à Kumoso sous le régime du Président Bagaza, ce sont les Bagamba*[6] *et les Bamoso*[7] *qui nous octroyaient des propriétés moyennant quelques cruches de bière au chef de colline et au conseiller Pascal Ndakoraniwe, qui était le conseiller de la Commune Giharo, un autre à Muzye. Ceux-ci étaient très riches* ».
- La quatrième sous-chefferie est celle de Segahuzo avec 500 contribuables et un nombre élevé de bétail. La raison, c'est parce que cette sous-chefferie est plus proche de Nkoma riche en tête de bétail. Cela étant, les gens de Nkoma font la transhumance dans la plaine.
- Enfin, les deux dernières sous-chefferies, celle de Minya et de Ntebutsi sont en même temps pauvres en contribuables et en têtes de bétail. La population est donc structurée

[5] NDANGAHINO (B.), *Enquête orale* du 30 juillet 2012.
[6] *Bagamba* : Les ressortissants de la région Mugamba.
[7] *Bamoso* : Les ressortissants de la région Moso.

selon les sous-chefferies anciennes et composée par une gamme de gens venant de plusieurs coins, selon une chronologie complexée.

I.C.1.c. Structure et Composition de la population

Comme on vient de le signaler, le Moso-Sud a été longtemps peuplé par des gens migrant de plusieurs coins du pays. La raison est que les pouvoirs publics d'avant et d'après l'indépendance ont encouragé les migrations vers les régions moins densément peuplées. Plus tard, l'administration tutélaire procéda à une réorganisation administrative, comme nous le dit E. Sentamba :

> « *En vue de mettre en pratique les reformes envisagées par le décret intérimaire, l'autorité tutélaire opéra des transformations de l'espace administratif de la chefferie Moso-Sud comme suivant. Le Moso-Sud, chefferie la moins peuplée mais la plus étendue (1130 km²) ne réunit que trois communes: Kiharo, Muzye et Bukemba* »[8].

Tableau n°2: La population de la région Moso-Sud en 1960: résultats des élections communales

Communes	**Anciennes sous-chefferies**	**H.A.V**	**Superficie en km²**	**Nombre de conseillers**
Kiharo	Bugongo Murara Kiharo Rubanga	1517	300	10
Muzye	Butezi Buyaga	992	300	7
Bukemba	Kihofi Bigina	1217	530	8

Source: Sentamba (Elias), 1993.

[8] SENTAMBA (E.), *Evolution de l'administration locale en territoire et province Rutana (1960-1992)*, Mémoire, Bujumbura, U.B., FLSH, 1993, p.16.

En observant de près ce tableau ci-dessus, nous constatons que les hommes adultes et valides (H.A.V.) n'excèdent pas 2509 dans les deux communes qui forment la future commune de Giharo. Sur une superficie d'environ 600 km^2, on y trouve 2509 hommes adultes. Quant aux femmes et aux enfants, on n'en sait rien car le recensement de 1979 n'avait pas encore eu lieu. En moyenne, la densité équivaut à 4 hommes/km^2. Cela montre réellement que la population de cette zone d'étude était constituée par très peu d'hommes. N'eut été la polygamie qui a longtemps caractérisé les Bamoso, l'espèce humaine aurait tendu à disparaître dans la commune au courant des cinquante ans derniers. Néanmoins, les mouvements de la population ont sauvé la situation.

I.C.2. Les mouvements de la population : les migrations

I.C.2.a. Les mobiles de ces migrations

La migration signifie le déplacement de population d'une région à l'autre. Les migrations dont il est question ici sont surtout les migrations temporaires et enfin définitives. Parmi les causes de ces migrations, on peut citer entre autres : les causes politiques et sociales, les crises alimentaires et enfin la recherche du pâturage.

1° Les mobiles politiques et sociaux

On souligne le rôle éminent du chef Kigoma. En effet, c'est lui qui mit en place pour la première fois les paysannats de Kumoso[9]. Parmi ces paysannats, les plus connus sont ceux de Rutamba, Kibonobono et Gisito en zone Muzye actuelle, Bugongo (actuelle colline Nyamateke), Mura, Musenyi, Bukeno (kw'irangi).
D'autres paysannats ne sont pas très fameux. Les gens s'implantaient dans ces derniers soit par coercition, persuasion ou exclusion.

❖ La coercition comme mode de peuplement des paysannats

La coercition ou violence est une variable que Samuel Finer et Jean Blondel utilisent dans la typologie de classification socio-politique[10]. La coercition signifie l'exigence de contraintes. Elle fut infligée aux futurs gens de Giharo comme dans les différents territoires du pays

[9] NIZIGIYIMANA (F.), *op. cit.*, pp.72-73.
[10] NIMUBONA (J.), *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.

notamment Kayanza. Une fois que quelqu'un était incapable de payer l'impôt de capitation, il était contraint de quitter la région. En outre, celui qui était nommé à un poste quelconque non voulu pouvait s'enfuir aussi vers Kumoso, comme le précise Ntawuyamara Thomas :

> « *Jewe navuye iwacu mu Kayanza mpunga kubera bari bangenye kuba burugumesere. Kubera ntabishaka, naciye niyandikisha mu baja mu Kumoso. Abandi twazanana baba bahunze ikori kubera batashobora kuririha* » [11].

Nous traduisons :

> « *Moi j'ai quitté Kayanza en fuyant lorsqu'on m'avait nommé Bourgmestre. Comme je ne voulais pas de ce poste, je me suis fait inscrire sur la liste de ceux qui devaient se rendre à Kumoso. Les autres avec qui je partageais la destination, fuyaient parce qu'ils étaient incapables de payer l'impôt de capitation* ».

Cela montre réellement que l'émigration des gens de Kayanza vers le Kumoso a fait que les paysannats de Rutamba, Kibonobono et Gisito soient habités. Donc, suite aux contraintes socio-politiques, plusieurs paysannats ont vu leurs espaces occupés par des gens en provenance d'autres territoires.

En outre, l'émigration se remarque aussi dans différentes guerres entre les chefs, la haine entre les gens, etc. En effet, le phénomène d'"*Ugufukura igihugu*", principe permettant à chaque chef d'étendre ses terres au détriment de ses voisins[12] permet les différentes migrations.

- **La persuasion comme un des moyens de peuplement de Giharo**

Le peuplement des paysannats a été dû en particulier aux efforts du gouvernement à encourager les migrations. En effet, depuis longtemps avant l'indépendance, les chefs octroyaient des propriétés aux gens en provenance de plusieurs coins du pays. De même, sous la 2ème République, on encourageait les paysannats.

> « *Dutanze inzoga baduha imetero amajana abiri ku majana abiri canke muri benshi bakabaha aho mugabura* »[13].

---

[11] NTAWUYAMARA (T.), *Enquête orale* du 20 juillet 2011.
[12] BENDANZIKA (R.), *op cit.*, p.58.
[13] NDABACEKURE (B.), *Enquête orale* du 30 juillet 2011.

Ce qui veut dire :

> « *Moyennant une certaine quantité de bière que nous donnions aux chefs de collines, ils nous donnaient 200 mètres sur 200 mètres de propriété définitivement ; ou bien lorsque nous étions nombreux, ils nous donnaient une grande propriété à partager* ».

Convaincus qu'il fallait occuper les nouvelles terres définitivement, effrayant que les terres en brousse soient usurpées, les nouveaux occupants ont fini par se sédentariser.

> « *Igihe twahashika hari mu mashamba manini, twaratinya ibikoko, tugaca twisubirira iwacu ruguru. Ariko, twibutse ukuntu hatugoye, twaca dusubira kumanuka kugirango ntidusange bahadutwaye* »[14].

Ce qui se traduit :

> « *Lorsque nous arrivions ici, il y avait de grandes forêts, nous avions peur des animaux sauvages, et nous retournions chez nous. Chaque fois que nous nous souvenions combien nous avons eu de fatigue en labourant nos nouvelles propriétés, nous y revenions de peur que nos propriétés soient usurpées* ».

La recherche des terres cultivables qui commençaient à manquer dans les régions très peuplées des plateaux et des hauts plateaux expliquent en grande partie l'émigration massive vers le Kumoso en général et à Giharo en particulier.

2° Les crises alimentaires

Le Burundi a connu depuis longtemps des crises alimentaires. La plus connue est la famine "*Manori*" qui a frappé presque tout le pays vers 1934.

Par curiosité, on constate que beaucoup de gens qui ont peuplé le nord de la commune Giharo proviennent essentiellement de la province Gitega, comme l'affirme Nyarwimo Samuel : « *Abantu benshi bakomoka i Gitega, Makebuko, Kagoma* »[15].
Ceux du Mugamba et du Bututsi sont venus s'installer surtout au Sud, au Nord et au Centre de la commune.

---

[14] NDABACEKURE (B.), *Enquête orale* du 30 juillet 2011.
[15] NYARWIMO (S.), *Enquête orale* du 30 juillet 2012.

3° La recherche du pâturage

Un autre mobile qui est à l'origine du peuplement de Kumoso est la recherche du pâturage. En effet, vers le mois de juillet, les gens du Mugamba et du Bututsi venaient avec leurs troupeaux pour s'installer dans la plaine de Kumoso.

I.C.2.b. Bilan de la politique de transfert des populations

La politique de transfert des populations n'a pas atteint son objectif. En effet, bien que des paysannats aient été créés ici et là dans presque toute la commune, les nouvelles populations implantées à Giharo ont eu du mal à s'adapter aux conditions de vie dans un climat chaud où les piqûres de moustiques causaient la malaria.

Les migrations étaient très importantes pendant la période de semences et de récoltes. D'où on a pu distinguer les migrations temporaires, saisonnières et définitives.

1° Migration temporaire ou refus de la politique de transfert des populations

De cette migration, les gens quittent leurs terroirs pour aller s'installer ailleurs sans désir d'y résider totalement. Les nouveaux arrivants à Kumoso ont du mal à s'adapter au climat. Il y a un refus tacite de la politique migratoire à cause de la malaria comme le dit cet enquêté : « *Malaria yaradutuza kugeza aho bamwe bisubirira iwabo bagaheba aho babahaye* »[16].
Ce qui veut dire : « *La malaria nous a fortement ménacé jusqu'à ce que quelques uns d'entre nous abandonnent les nouveaux terroirs* ».
Malgré cette persuasion (terroir) pour retenir les gens, la densité de Kumoso demeura extrêmement faible jusqu'en 1993. Giharo sera encore peuplée après la guerre civile de 1993-2004.

2° Migration Saisonnières ou preuves d'intérêts nouveaux

Dans le Kumoso comme partout au Burundi, on observe deux saisons : la saison sèche et la saison pluvieuse. Pendant la saison de pluies, les gens s'installent à Kumoso dans le but de cultiver. Comme on le dit : « ce qui met le monde en mouvement, ce sont les intérêts », la

[16] NDANGAHINO Blaise, *Enquête orale* du 30 juillet 2012

fertilité du sol et surtout l'abondance des propriétés auraient favorisé le peuplement de Kumoso en général et la commune de Giharo en particulier.

Les migrations saisonnières sont devenues monnaie courante. Sur le plan démographique, ces crises concomitantes se sont traduites par la baisse de la population et le retour de la brousse et de la faune. Fatiguée par les migrations saisonnières, la population finit par se sédentariser. D'où l'organisation sociopolitique pour la sauvegarde de l'intérêt commun.

CHAPITRE II. EVOLUTION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA COMMUNE GIHARO (1982 – 2013)

Nous allons essayer d'analyser la politique administrative en trois séquences selon l'ordre chronologique. Premièrement, nous allons voir la période 1982-1992, deuxièmement la période 1992-2004 et enfin la période de 2004-2013.

II.A. Organisation politique et administrative de 1982 à 1991

L'organisation suppose la gestion du pouvoir par la hiérarchie sociale. D'une part, le pouvoir vient du peuple. En effet, les gouvernés ne décident pas de tout, mais ils décident de l'essentiel : qui gouvernera. Du coup, ce ne sont pas toujours les mêmes qui gouvernent[17]. Selon Raogo, A.S.,

> « *le pouvoir est d'abord celui de Dieu qui le prête à une personne dont la famille n'en jouira pas mais a en charge d'assurer la fructification, la pérennisation et surtout la distribution équitable aux membres de la communauté* »[18].

Le pouvoir dont il est question ici était celui d'organiser la communauté. Celle-ci correspond à la famille des individus intégrés socialement pour défendre les intérêts communs.

L'auteur continue en disant que « *plusieurs pouvoirs s'organisent autour du bien d'intérêt collectif et tout doit concourir à sa sauvegarde ou à sa mise à disposition pour tous* »[19]. Il fallait donc le pouvoir central devant organiser et gouverner les populations en provenance de divers coins. Là nous embrassons l'idée de Goran Hyden qui définit la notion de gouvernance comme s'agissant de la gestion efficace du domaine public, mode de comportement gouvernemental qui engendre autorité, réciprocité, confiance et responsabilité[20].

Dans toutes les entités administratives, la gouvernance dirige et recense les étapes de la décadence et du désespoir que toutes les sociétés peuvent connaître tel que Goran Hyden le souligne : « *La notion de gouvernance devient le foyer directeur de la recherche politique,*

---

[17] DUHAMEL (O.), *Les démocraties. Régimes, Histoire, Exigences*, Paris, Seuil, 1993, p.318.
[18] RAOGO (A.S.), *op.cit.*, p.90.
[19] *Ibidem.*
[20] HYDEN (G.) et BRATTON (M.), *Gouverner l'Afrique, vers un partage des rôles,* Les Presses du régional center, 1993, p.83.

transcendant la triste science qui consiste à recenser les étapes de la décadence et du désespoir »[21].

Dans la définition qu'il donne de la gouvernance, les aspects essentiels sont la légitimité de l'exercice du pouvoir, la construction de solidarités réciproques, le développement de la confiance dans les rapports entre l'Etat et la Société Civile, enfin, l'institutionnalisation de la notion de responsabilité[22].

A travers cette notion de responsabilité, nous verrons le rôle joué par l'administrateur communal. Ainsi, il faudra attendre le décret-loi n°1/29 du 24 Septembre 1982 qui procéda à une nouvelle délimitation des provinces et des communes. De cette manière-là, la République du Burundi compta 15 provinces et 114 communes[23] dont fait partie Giharo. C'est à ce moment-là que le chef-lieu de la nouvelle commune post-indépendance va être implantée à Giharo dans la maison de l'ancienne résidence du Prince Kigoma sous la houlette de l'Administrateur Minyaruko Michel[24].

Dans cette commune, l'Administrateur organise l'entité territoriale en distribuant les terres vacantes à ceux qui n'en ont pas, comme le précise cet enquêté :

> « *Aha hantu nubatse iyi nzu naharonse kuri Minyaruko Michel, ico gihe natanze amafaranga ibihumbi bibiri* »[25].

C'est-à-dire :

> « *L'espace dans lequel j'ai construit cette maison m'a été attribué du temps de l'Administrateur Minyaruko Michel. J'ai payé deux mille francs (2000F) seulement* ».

C'est au cours de cette période que des immigrations dans la commune deviennent importantes. En 1987, ce dernier sera remplacé par Vénérand NIBIZI provenant de la Commune Musongati en zone Shanga. Son administration va jusqu'en 1991 avec la Charte de l'Unité Nationale. Lui aussi fut remplacé par Nyandwi Bède qui administra la commune jusqu'au moment des élections en 1993.

---

[21] HYDEN (G.) et BRATTON (M.), *op. cit.*, p.84.
[22] HYDEN (G.) et BRATTON (M.), *op. cit.*, p.84.
[23] *B.O.B*, 1982.
[24] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 Décembre 2012 à BUTEZI.
[25] KANA, (C.), *Enquête orale* du 1er décembre 2012 à MUZYE.

Signalons que la renaissance de la Commune Giharo a engendré le progrès du point de vue social et politique. En effet, des infrastructures sociales ont été construites et l'administration fut décentralisée en zones, en secteurs et en sous collines et enfin une administration de 10 maisonnets. C'est à ce moment-là que la Commune compte au total 15 secteurs dans 3 zones à savoir : Giharo, Gakungu et Muzye[26]. Ces secteurs sont répartis spatialement comme suit :

Tableau n°3 : Répartition spatiale des secteurs de Giharo

Zone	Secteur	Situation géographique
Giharo	Gitanga	Nord-Est
	Musenyi	Nord
	Bayaga	Nord-Ouest
	Giharo	Centre-Ouest
	Butezi	Centre
	Mwebeya	Centre
	Kabingo	Centre
	Kibimba	Centre
Gakungu	Nyamateke	Nord-Est
	Nyabakara	Nord-Est
	Mugombwa	Centre-Est
	Gakungu	Centre-Est
Muzye	Muzye	Sud
	Buyaga	Sud-Est
	Muhafu	Centre-Ouest

Source : *Tableau réalisé par nous-mêmes à base des enquêtes orales et connaissances prérequises.*

Ce tableau montre comment l'espace administratif de toute la commune a été contrôlé. En effet, les 15 secteurs sont dotés de chefs de secteurs qui se rencontrent une fois par semaine c'est-à-dire le lundi de chaque semaine au chef-lieu de la Commune. C'est à ce moment-là que la situation socio-sécuritaire est analysée. En outre, pour ce qui est de la situation économique, chacun devait prendre quelques reçus de taxes qu'ils vont percevoir dans divers marchés et bars. Les chefs des secteurs étaient perçus comme des percepteurs de divers taxes.

[26] NIMENYA, (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à BUTEZI.

II.B. Les mutations politiques et administratives dans la Commune Giharo de 1992 à 2004

II.B.1. Notion de démocratie

La notion de démocratie remonte depuis l'Antiquité grecque au 5ème Siècle avant Jésus Christ sous Périclès. Selon lui,

> « *la démocratie repose sur trois principes essentiels :*
>
> - *l'égalité devant la loi ;*
> - *l'égale participation de tous aux affaires publiques ;*
> - *la liberté d'opinion.*
>
> *Elle suppose également une certaine égalité sociale, cette dernière est bien sûr réservée aux seuls citoyens et ne concerne ni les métèques ni a fortiori les esclaves* »[27].

D'après Saul PADOVER,

> « *En termes politiques et d'institutions, la démocratie a au moins cinq caractères essentiels :*
>
> - *égalité devant la loi ;*
> - *égalité électorale ;*
> - *élection périodique des représentants*
> - *législation selon la règle majoritaire et liberté d'une action politique et de formulation d'une politique* »[28].

Partant de ces deux définitions d'auteurs différents, nous constatons que la démocratie dont il est question ici chez nous au Burundi est celle de Saul PADOVER. En effet, celle à l'Athénienne évoque deux catégories de gens exclues, c'est-à-dire les Métèques et esclaves. Au Burundi, les deux catégories n'existent nulle part, c'est pourquoi on retient la deuxième.

La démocratie dévie le plus souvent dans la démagogie. D'après ARISTOTE,

---

[27] PERICLES, cité par BARUMWETE (S.), in *Cours d'Institutions et doctrines politiques*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2ème Licence S.P., A/A : 2011-2012.
[28] PADOVER (S.K.), *Pourquoi la démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons, 1967, p.24.

> « *La démocratie qui règne quand la majorité gouverne la cité en vue de l'intérêt général sombre facilement dans la démagogie en négligeant l'intérêt général au seul bénéfice des plus pauvres* »[29].

Cette forme dérivée de la démocratie va être mise sur pied quelques temps après la naissance de celle-ci au Burundi vers 1993. En effet, celle-ci trouve origine dans des faits antérieurs, notamment ceux de Ntega et Marangara de 1988 qui donnèrent lieu à un gouvernement mettant en avant la charte de l'unité nationale en vue de la libéralisation de l'espace politique, social et économique. Ce fut le prélude de la démocratisation.

II.B.2. Les élections de 1993

II.B.2.a. Les préparatifs des élections

Beaucoup de réformes ont été initiées préparant l'ouverture et la libéralisation de l'espace politique, sociale et économique, préludes de la démocratisation. Ces réformes sont entre autres :

1° "réunions sur les collines" : c'est l'étape préliminaire au cours de laquelle on informe la population en âge de voter ce qu'il fallait faire ou ne pas faire.
2° Les tracts et affiches : ce sont des affiches sur lesquelles figuraient des représentations accompagnées de commentaires à propos du déroulement des élections. Ces tracts et affiches étaient mis sur les murs ou les portes des cabarets, sur les places publiques, etc. en vue de porter à la connaissance de tous, ce qu'il fallait faire.
3° Les sketches : ce sont de petites scénettes montrant comment vont se dérouler les élections. C'était pour montrer que le vote est secret, qu'il faut prendre tout cela au sérieux pour éviter des conséquences néfastes qui pouvaient surgir[30]. A tout cela, on ajoute de petits communiqués qui passaient à la radio.

Ces réformes devaient amener le pays aux élections pluralistes et multipartistes de 1993.

Les militants des partis politiques faisaient tout pour convaincre les électeurs à travers la propagande et l'agitation.

---

[29] ARISTOTE, cité par BARUMWETE (S.), in *Cours d'Institution et doctrine politique*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2ème Licence S.P., A/A : 2011-2012.
[30] BUKURU (P.), *L'organisation et le déroulement des élections communales et législatives au Burundi (1960-1961)*, Mémoire, Bujumbura, U.B., FLSH/Histoire, 1990, p.126.

Par propagande, les membres du parti politique persuadaient la masse des électeurs le bien-fondé de leurs partis. C'était le moment opportun d'exposer l'idéologie des différents partis en compétition.

Par agitation, les membres effectifs étaient rassemblés à la place publique, chantant des slogans de leurs partis. Ici, il était question de stigmatiser l'adversaire à travers les chants et les danses fanatiques. C'est à travers ces agitations que l'on observe une ethnisation de campagne électorale.

II.B.2.b. La campagne électorale et son ethnisation

Pour mener à bien la campagne électorale, il faut que celle-ci soit fondée sur le "respect mutuel", la tolérance politique c'est-à-dire que toute la communauté s'efforce d'incarner la valeur de tolérance politique. Il n'y a pas de démocratie là où cette condition n'est pas remplie.

Or, la campagne électorale au Burundi a ouvertement manqué cette base fondamentale. Elle a eu comme caractéristique principale la manipulation. A travers leurs agitations, on ne cessait pas d'entendre chanter :

> « *Iyo Mporona kari akarimi, imigambi ntigira namba, abanywanyi nabo yatiye. Iyo Mporona* »[31].

De là on voulait signifier que l'UPRONA n'a pas fait assez de choses louables durant son règne. Les Upronistes parlaient trop mais ne parvenaient pas à mettre en pratique ce qu'ils ont promis à la population. Les membres de l'UPRONA ne lui seraient pas propres, d'après ces chanteurs.

Les acteurs politiques en compétition s'efforçaient, chacun, de montrer que la survie de la nation, l'avenir de celle-ci est au prix de la victoire de son parti. Les Upronistes et les Frodebustes réclamaient tout cela à travers leurs propagandes. Les leaders de l'UPRONA se présentaient en continuateurs du héro national, le Prince Louis RWAGASORE, et ceux du FRODEBU se donnaient comme mission les représentants de la souveraineté populaire. En l'image de NDADAYE Melchior, ils le voyaient comme un chef doté d'une autorité charismatique à la manière de MANDELA :

---

[31] NDIMUBANDI (P.), *Enquête orale* du 14 juin 2012 à Muzye.

« *Yewe NDADAYE, uraba MANDELA wo mu Burundi* »[32].

C'est-à-dire que Ndadaye était considéré comme Mandela au Burundi qui a sauvé les Sud-Africains de l'Apartheid, d'après les chefs instruits du parti.

Selon les Frodebustes, Ndadaye est doté d'une autorité charismatique. C'est-à-dire qu'« *il détient le pouvoir et des caractères intrinsèques qui donnent à sa personnalité une aura (rayonnement), une capacité à mobiliser et à séduire, à entraîner des foules* »[33].

Ces foules dont il est question ici sont essentiellement la masse de la population dévouée à l'idéologie du Parti FRODEBU[34]. En analysant cette approche wébérienne de la bureaucratie, NDADAYE, tel que conçu par les membres de son parti, était un leader révolutionnaire comme tant d'autres. En revanche, les Upronistes ont à leur tour inventé des slogans qui sont de nature à casser du sucre sur le dos des Frodebustes. A titre d'exemple, ils ne cessaient de chanter :

> « *Urandinda agatima k'amacakubiri, urandinda mu Rutovu havuka Buyoya, i Matana havuka Kadege, i Muyinga havuka Mayugi, i Nyabihanga havuka igikoko, urandinda, urandinda agatima k'amacakubiri, Kinyamwanira baraguhenze kinyamwanira* »[35].

Ce qui veut dire :

> « *Epargne-moi de l'esprit divisionniste, à Rutovu est né Buyoya, à Matana est né Kadege, à Muyinga est né Mayugi, à Nyabihanga est né un animal, rapace, animal rapace, on t'a menti, on t'a menti* ».
>
> « *Tora Buyoya, mutore amahoro Barundi ngarura kigongwe gwira Uprona nawe, Ahumve gwira ma, Ahumve gwira ma* »[36].

Ce qui se traduit :

> « *Elis Buyoya, élis la paix au Burundi. Ramifie-toi Uprona, ramifie-toi Uprona et prolifère Uprona* ».

---

[32] NDUWIMANA (B.), Président du Parti FRODEBU en commune Giharo, Enquête orale du 6 mai 2013 à BUTEZI.
[33] NIMUBONA (J.), *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.
[34] NITUNGA, (T.), *op. cit.*, p.60.
[35] *Idem*, p.65.
[36] BIGIRIMANA (R.), *Enquête orale* du 20 février 2012 à Kibonobono.

Toutes ces chansons tournaient à la dérision politique destinée à la dénonciation et humiliation pure et simple du processus de légitimation de NDADAYE. Celle-ci venait en même temps avec l'animalisation de BUYOYA. Dans le même ordre d'idées, le réquisitoire adressé le 19 mars 1993 au Ministère de l'intérieur par le président de l'UPRONA soulignait les nombreux dérapages du FRODEBU : Violation des droits de l'homme, vandalisme, tribalisation[37]. Dans les faits comme dans la parole s'observaient une campagne électorale ethnisée et des comportements violents qui provoquaient des frustrations à la masse.

En effet, à travers l'agitation durant la campagne électorale, les Frodebustes déclamaient :

« *Temba uragatemba Mporona we,*
S'akanyaro kawe Mporona we,
Temba uragatemba Mporona we »

« *Disparais, disparais UPRONA*
Tu as tant d'orgueil
Disparais à jamais »

Nous embrassons l'idée de K. Saul PADOVER disant que « *l'usage habile de la rhétorique passionnelle soulève la passion des ignorants et des étourdis* »[38].

A ce propos, Thaddée NIYITUNGA s'exprime : « *La méthode "raciste" vise à montrer qu'il suffit d'être de telle ethnie ou de telle région pour mériter les avantages et les privilèges. Leur jouissance est d'autant plus agréable qu'elle n'est le résultat d'aucun effort* »[39].

Ceci nous renvoie à l'idée de la foule. Dans une foule, les groupes sont tellement forts qu'ils peuvent se neutraliser mutuellement comme si chaque groupe avait un droit de véto. C'est ce que le politologue David Riesman appelle "veto groups"[40].
Notons enfin que tous les deux partis antagonistes se servent, chacun, d'une idéologie politique propre en vue de légitimer leur pouvoir. C'est ainsi que Thaddée NIYITUNGA ajoute que

---

[37] NDAYIZEYE (B.), « Le FRODEBU accusé de 175 délits », in *Carrefour des idées*, n°24 du 1er au 5 avril 1993, p.5.
[38] PADOVER (K.S.), *op. cit.*, p.33.
[39] NIYITUNGA (T.), *op. cit.*, p.67.
[40] RIESMAN (D.), cite par NIMUBONA (J.), in *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.

> « *Dans la période contemporaine, les idéologies exercent une grande influence sur les processus de légitimation. Elles constituent des discours à prétentions scientifiques sur le mouvement de l'histoire, des représentations du monde, donnant sens à l'action politique, à la conquête ou à la consolidation du pouvoir* »[41].

L'endoctrinement de ces idéologies influe sur le comportement politique électoral et post-électoral. C'est pourquoi « *les détenteurs du pouvoir doivent entretenir un rapport étroit avec les intellectuels ou les experts, les "clercs" du monde moderne qui produisent et manipulent les discours idéologiques* »[42].

Cela contribuerait beaucoup à l'évolution politique actuelle au Burundi et dans notre commune.

Dans ce même processus d'ethnisation de la campagne électorale, la question suivante se posait : Le comportement des individus dans les isoloirs est-il dû aux chantages de la campagne ? NDAYISABA nous donne un flash de lumière sur cela :

> « *Si vous êtes malheureux, vous n'y êtes pour rien. C'est la méchanceté de l'autre* »[43].

Le comportement politique électoral de 1993 à Giharo serait dû à des agitations politiques et la propagande inhabituelle aux populations.

II.B.3. Analyse des comportements politiques électoraux

Selon le courant déterministe de l'Ecole de Columbia, l'électeur dans son choix peut être influencé par son groupe d'appartenance, ses conditions socio-économiques et ses relations. Donc, son choix sera connu longtemps avant les élections car étant prédéterminé. La campagne électorale ne fait que renforcer son choix, tandis qu'elle ramène ceux qui ne se sont pas encore déterminés à être embarqués dans le jeu des relations[44].

Nous référant sur les résultats du scrutin présidentiel de 1993 dans la province de Rutana précisément en commune de Giharo, nous constatons que 73,42% de voix étaient en faveur de

---

[41] NIYITUNGA (T.), *op. cit.*, p.67.
[42] BUGWABIRI (N.), *Cours de Coopération internationale*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2ème Licence S.P., A/A : 2010-2011.
[43] NDAYISABA (J.), *Le racisme démocratique*, Conférence-débat, 1993, s.d., p.2.
[44] LAZARSFELD (P.) et alii, *The people's choice*, cite par NIMUBONA (J.), in *Cours de Théorie et Système politique*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.

NDADAYE ; 22,14% des voix furent attribuées à BUYOYA ; et 1,57% à SENDEGEYA. En comparaison avec les communes avoisinantes : Bukemba : 52,11% en faveur de NDADAYE, 45,89% en faveur de BUYOYA et 0,81% de SENDEGEYA ; Mpinga-Kayove : 66,40% pour NDADAYE, 31,07% pour BUYOYA et 0,24% pour SENDEGEYA nous font penser à une chose : le groupe d'appartenance sociale, les conditions socio-économiques et les relations inter-individuelles expliquent un tel vote majoritaire. En outre, l'exil des populations en 1972 vers la Tanzanie aurait provoqué "ce vote-sanction"[45]. Comme nous l'affirme NDUBARAYE Jean de Gatonga :

> « *uruhungo rw'irindwi na kabiri rwari rwadushejeshe nico gituma twatoye NDADAYE ngo ahungure n'abasigaye i Buryankuru* »[46].

Ce qui signifie :

> « *L'exil de 1972 nous avait égratigné le cœur ; c'est pourquoi nous avons jugé bon d'élire NDADAYE pour qu'il rapatrie ceux qui sont encore restés à Buryankuru en Tanzanie* ».

En effet, d'après Paul Lazarsfeld et ses collègues,

> « *une personne pense politiquement comme elle est socialement. Les caractéristiques sociales déterminent les préférences politiques. Le vote est un comportement individuel, mais réglé par des normes collectives, celles des divers groupes auxquels on appartient. On vote comme sa famille, comme ses voisins, comme ses collègues, la tendance étant l'homogénéité politique des groupes sociaux* »[47].

Ntawukirishiga Véronique dans ses propos nous dit :

> « *Jewe umuntu wanje yambwiye ngo ntore isake imwe ihora ituvyura tuja kurima* »[48].

Ce qui veut dire :

> « *Moi, mon mari m'a dit d'élire le coq (c'est-à-dire le symbole du parti FRODEBU), celui qui nous réveille chaque matin pour aller dans les travaux champêtres* ».

---

[45] LAZARSFELD (P.) et alii, *The people's choice*, cite par NIMUBONA (J.), in *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.
[46] NDUBARAYE (J.), *Enquête orale* du 19 juin 2012 à Gatonga.
[47] LAZARSFELD (P.) et alii, *The people's choice*, cite par NIMUBONA (J.), *Cours de Théories et Systèmes politiques,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.
[48] NTAWUKIRISHIGA (V.), *Enquête orale* du 18 juin 2012 à Murembera.

En somme, on peut donc dire que les résultats ci-après des élections présidentielles en commune de Giharo seraient dus à l'influence autoritaire des chefs des ménages sur leurs épouses ou les gens de sa maison. Enfin, le comportement politique électoral serait dû à l'histoire sociale de Kumoso et surtout de Giharo : le conditionnement ethnique basé sur le rappel des événements traumatisants dont les *Hutus* auraient souffert.

Les tableaux suivants nous montrent, d'une part, les résultats des élections présidentielles de 1993 respectivement au niveau national et dans la province de Rutana.

Tableau n°4 : Résultats des élections présidentielles au niveau des provinces

Province	Vote NDADAYE (%)	Vote BUYOYA (%)	Vote SENDEGEYA (%)
1. Cibitoke	84,87	13,21	0,80
2. Bubanza	84,15	14,21	0,66
3. Bujumbura Rural	77,98	20,08	0,53
4. Kirundo	76,65	21,59	0,65
5. Ruyigi	70,06	26,12	1,60
6. Karuzi	69,20	26,69	2,07
7. Muyinga	67,51	28,30	1,38
8. Ngozi	67,27	29,33	2,24
9. Gitega	63,94	33,91	1,26
10. Makamba	62,88	35,98	0,90
11. Kayanza	61,83	32,52	4,47
12. Rutana	**58,56**	**39,62**	**1,00**
13. Bururi	53,56	45,53	0,67
14. Muramvya	50,92	49,12	0,81
15. Bujumbura Mairie	44,62	53,06	0,80
16. Cankuzo	30,54	66,04	1,55
Moyenne	64,03	33,45	1,33

Source : *Le Renouveau du Burundi*, n°4112 du Vendredi 11 juin 1993.

La province RUTANA a eu 58,56% de voix en faveur de NDADAYE, 39,62% de BUYOYA et 1% de SENDEGEYA. Nous pouvons dire que ces résultats viennent confirmer en partie l'influence du groupe d'appartenance sociale.

Tableau n°5 : Résultats des élections présidentielles de 1993 dans la province Rutana

Commune	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	% de votants par rapport aux inscrits	Nombre et % exprimé par candidat						Nul
				BUYOYA		NDADAYE		SENDEGEYA		
				Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Bukemba	7953	7719	95,61	3528	45,89	4006	52,11	63	0,81	122
Giharo	20112	17742	88,21	4085	**22,14**	13375	**73,42**	270	1,57	12
Mpinga-Kayove	17503	17234	98,48	5356	31,07	11444	66,40	163	0,24	271
Gitanga	11174	10658	95,38	5391	50,52	5165	48,48	104	0,97	0
Musongati	17194	16786	97,62	6400	38,89	10037	60,90	145	0,91	204
Rutana	16787	16506	98,32	9570	**57,97**	6505	**38,75**	126	0,75	305
	90723	86645	95,60	34330	41,08	50532	56,67	871	0,875	914

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, Département des affaires administratives et judiciaires : « Dossier Election et Constitution du 13 mars 1992 »

Les élections présidentielles ont été suivies par les élections qui ont eu lieu le 29 juin 1993 conformément au calendrier électoral. Signalons en passant que seuls six partis agréés jusque-là ont soumis la liste des candidats aux élections législatives. Ces partis sont le FRODEBU, UPRONA, le PP, le RPB, le PRP et la RADDES. Les élections se sont déroulées dans un calme absolu comme le signale la Mission de l'Union interafricaine des Droits de l'homme (UIDH) qui était venue sur l'invitation du Gouvernement du Burundi. Celle-ci a approuvé que « *les élections se sont déroulées dans la tranquillité et la sérénité. Il n'y a pas eu de friction ni altération marquée entre les mandataires des différents partis, ni les bagarres* »[49], sauf l'expression de la conscience ethnique, où l'individu n'a de sens que dans son groupe d'appartenance.

II.B.4. Analyse des résultats du scrutin et ses conséquences sur l'administration

La victoire du FRODEBU tant aux présidentielles qu'aux législatives a créé un climat d'ambiance aux uns et de malaise aux autres dans la commune de Giharo. En effet, les jeunes victorieux escomptaient acquérir de nouveaux postes et tâches, quand les anciens au pouvoir avaient peur de les perdre à n'importe quel moment sous le slogan de "*gususurutsa*"[50].

Des bagarres deviennent monnaie courante au sujet du pouvoir. Or, selon Raogo,

> « *le pouvoir prend fin quand celui qui le défie pose des actes hystériques ; le pouvoir dormant de la femme se réveille pour suppléer celui de l'homme quand toute la collectivité est menacée* »[51].

Progressivement, l'impunité s'installait sous prétexte que l'on est dans le "Burundi nouveau" (*igihugu c'ukwishira n'ukwizana*). La liberté engendre le libertinage, les droits des uns empiètent ceux des autres. Les anciennes autorités étaient destituées pour la simple raison qu'elles n'appartenaient pas à cette formation politique victorieuse. Ces comportements ne favorisaient pas la stabilité du nouveau régime, comme le note Lipset :

> « *La stabilité d'un régime dépend de son aptitude à éliminer, l'une après l'autre, les causes de tension ; mais si la solution est reportée, l'atmosphère politique se*

[49] NINDORERA (A.), « Proclamation des résultats provisoires des législatives », in *Le Renouveau du Burundi*, du vendredi et samedi 3 juillet 1993, p.2.
[50] NDUWIMANA (B.), *Enquête orale* du 6 mai 2012 à Butezi.
[51] RAOGO (A.S.), *op. cit.*, p.89.

chargera de frustration et d'amertume, écartant la tolérance et le goût du compromis »[52].

Une fois que les causes des tensions sont retardées, on observe un comportement anormal chargé d'atmosphère politique difficile à gérer. C'est ce qui va provoquer les conflits au lendemain de la mise en place des nouvelles institutions nationales, communales et locales.

Dans notre commune, tous les membres de l'administration communale sont destitués, laissant place aux jeunes victorieux Frodebustes. C'est ainsi que « *l'administrateur Nyandwi Bède ayant remplacé l'ancien administrateur Nibizi Vénérand est destitué. Ce poste est occupé par Ndayubaha Matthieu, administrateur avec l'avènement de la démocratie* »[53]. Il gouvernera pendant trois mois au bout desquels il prendra fuite vers la Tanzanie lors de la crise de 1993.

Pour ce qui est de l'administration locale, on en distingue : les chefs de zone, les chefs de secteurs, *gacaca* et *nyumbakumi*.

Les chefs de zone en commune Giharo sont au nombre de 3, en référence aux 3 zones qui formaient à ce moment-là la commune Giharo. C'est notamment la zone Giharo, la zone Gakungu et la zone Muzye.

Généralement, comme le montre Raogo, « *Le pouvoir coercitif impose un poids psychologique et émotionnel à la fois sur les leaders et sur les suiveurs. Vous n'avez du pouvoir sur les autres que si vous pouvez tout leur prendre* »[54]. Les frodebustes avec leur nouveau pouvoir vont prendre celui des anciens Upronistes depuis l'échelon supérieur jusqu'à l'inférieur. Même les chefs de secteurs, les *gacaca* (chefs de sous-collines), les *nyumbakumi* (chefs de 10 ménages chacun) ont été destitués. Voilà où aurait résidé la naissance du conflit puisqu'après trois mois seulement de gouvernance il y aura éclatement de la crise partout dans le pays et à Giharo en particulier. L'antagonisme entre les deux partis va engendrer un conflit ouvert quittant les appartenances politiques, embrassant les appartenances ethniques *Hutu* et *Tutsi*. C'est là d'où sont nées « *la nature et la complexité du jeu des pouvoirs, complexité traduite par les chansons et proverbes qu'on peut récolter à foison* »[55]. Ce qui est plus

---

[52] LIPSET (S.M.), *L'homme et le politique*, Paris, Seuil, 1962, p.26.
[53] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 3 décembre 2012 à Butezi.
[54] RAOGO (A.S), *op. cit.*, p.92.
[55] RAOGO (A.S.), *op. cit.*, p.89.

complexe et aberrant ici est que même au sein de la masse paysanne, il y avait ceux qui ne savaient pas leurs ethnies, comme nous le prouve Miburo Marthe :

> « *Jewe sinarinzi n'ivyo vy'ubwoko. Nabimenye turiko turahunga ngo abatutsi bafise amazuru asongoye, abahutu nabo ayafyase* »[56].

Ce qui veut dire :

> « *Moi je ne savais même pas ces histoires d'ethnisme, je l'ai su quand nous prenions refuge. On disait que les Tutsi ont des nez pointus et les Hutu des nez en forme aplatie* ».

C'est totalement horrible de voir un pouvoir fondé sur l'allégeance aux nez. A travers ses propos, l'Abbé Ndimubandi Boniface de la Paroisse Gihofi nous montre l'incompréhension de la crise dans ces explications philosophiques de la religion lorsqu'il dit :

> « *C'est totalement incompréhensible et absurde de voir les Burundais s'entre-déchirer sous la simple question des nez. Et pourtant, avoir un nez pointu ou pas, c'est un accident comme la couleur de la peau, la taille de l'individu, la voix de quelqu'un, etc. Tout cela se range dans la famille des accidents en philosophie. Personne n'a choisi d'avoir un tel ou tel autre nez, telle ou telle autre couleur, etc. C'est pourquoi il ne faut jamais en tenir compte. Méfiez-vous de toutes ces bagatelles* »[57].

Bien que les uns comprennent la nature des choses, les violences n'ont pas cessé de monter.

II.B.5. La montée de la violence politique et sociale

II.B.5.a. Notion de violence politique

La violence politique a comme origine le mécanisme monopoliste tel que montré par Norbert Elias : « *la construction d'un centre étatique ne se résume pas à de simples modalités institutionnelles. Elle requiert l'assentiment progressif des "dominés" et implique par conséquent un appareil cohérent des justifications* »[58].

---

[56] MIBURO (M.), *Enquête orale* du 26 mai 2012 à Gakungu.
[57] Abbé NDIMUBANDI (B.), *Ethique morale*, Conférence-débat du 5 février 2001.
[58] ELIAS (N.), *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.

Ce système de monopolisation dont il est question prend naissance dans le sillage du "Burundi nouveau". Or, le changement brusque a toujours des conséquences néfastes. Et ces conséquences provoquent la naissance des conflits tels que nous allons voir les caractéristiques de ceux-ci.

II.B.5.b. Caractéristiques majeurs des conflits

La plupart des conflits se définissent par des critères récurrents suivants :

- les acteurs de la violence sont le plus souvent des jeunes, pour qui la violence est un mode de vie et un moyen de renforcer leur statut social ;
- la "banditisation" des groupes armés, la décomposition des mouvements de rébellion manifestent la crise de l'autorité de l'Etat ;
- des milices privées se constituent, elles sont généralement le fait de partis politiques ou de gouvernements menacés de déstabilisation.

Ces gouvernements, surtout lorsque leur légitimité est contestée, espèrent assurer leur "sécurité" et leur survie en armant massivement ceux des citoyens considérés comme des "fidèles" inconditionnels, dignes de confiance (ceux de son ethnie, de son clan, de son parti politique, etc.)[59].

A travers ces caractéristiques majeures des conflits, nous constatons que les plus pertinentes pour le Burundi sont la première et la troisième. En effet, les jeunes sont le plus souvent les acteurs de la violence. De la troisième caractéristique, nous pouvons en déduire que les milices privées qui se sont constituées après les élections de 1993 sont en principe les JEDEBU. Ceux-ci, une fois le gouvernement menacé (la mort du héro de la démocratie) et leur légitimité contestée, ont opté pour assurer leur "sécurité" et leur survie.

Dans les rangs de l'opposition, la peur d'extermination ethnique et la mort politique prématurée a motivé la création des milices (sans échecs, sans défaites, etc.).

C'est ainsi qu'il y a deux blocs en présence, les "fidèles" inconditionnels, dignes de confiance et les présupposés ennemis des partis en conflit.

---

[59] RAOGO (A.S.), *op. cit.*, p.193.

Les causes essentielles des conflits peuvent être :

- des problèmes ethniques (tension montante entre ethnies) ;
- des problèmes économiques et de sous-développement qui entraînent ou peuvent entraîner des troubles sociaux ;
- un fonctionnement déficitaire de la démocratie et des pouvoirs publics[60].

La montée de la violence et la dégradation des valeurs morales vont enfin caractériser notre zone d'étude.

II.B.6. Gestion politique de la crise de 1993 à 2004

La crise au Burundi de 1993 éclate le 21 octobre de la même année. La mort du Président Melchior Ndadaye a engendré des troubles socio-politiques dans tout le pays.

En effet, le clivage préélectoral de stigmatisation de l'adversaire change de nom. Des tensions ethniques partout dans le pays secouent la population, menace d'impulsion toute la société burundaise. A ce sujet, Lipset affirme que « *les oppositions entre les groupes, conformes à l'esprit même d'une démocratie, sont en même temps susceptibles de s'exacerber jusqu'à menacer l'existence de la société. Ainsi, l'un des rôles essentiels d'un gouvernement démocratique sera d'exercer une action modératrice des factions* »[61].

La montée des tensions au sein de la population provoque ainsi le dysfonctionnement de l'Etat. Les nouvelles autorités accablées par des exactions de cruauté prennent fuite vers l'extérieur du pays (Tanzanie).

Une fois la crise éclatée, notre zone d'étude subit des événements tragiques difficiles à supporter. En effet, pas mal de maisons ont été brûlées, les innocents tués, tout a été chambardé tant politiquement que socialement. C'est dans cet esprit que la population prend refuge vers la Tanzanie, y compris les autorités communales. Ainsi, le tableau ci-dessous montre le bilan des dégâts humains et matériels subis lors de la crise.

---

[60] RAOGO (A.S.), *op. cit.*, p.191.
[61] LIPSET (S.M.), *op. cit.*, p.95.

Tableau n°6 : Bilan des dégâts humains et matériels pendant la crise de 1993

Zones	**Dégâts humains (perte de vies humaines)**	**Dégâts matériels (maisons détruites)**
Giharo	17	6
Gakungu	14	7
Muzye	22	17
Total	**53**	**30**

Source : Tableau réalisé par nous-même à base des recherches auprès des zones.

Au regard des recherches faites auprès des zones, nous constatons que la zone Giharo et Muzye ont tant souffert de la crise. Beaucoup de gens dans la commune ont pris fuite vers la Tanzanie.

Ensuite, la difficulté de procéder au suffrage universel milite en faveur du vote par nomination en vue de mettre en place les nouvelles autorités communales. Le chef-lieu de la commune situé vers le Nord depuis 1982 va changer d'emplacement, pour s'établir à Butezi.

II.B.6.a. Exil des autorités et le vote "émotionnel"

La crise a provoqué la fuite vers la Tanzanie d'un nombre important d'autorités locales. Parmi celles-ci figure Ndayubaha Matthieu, administrateur communal d'alors. C'est « *Ngendahoruri Joseph de la colline Murehe, enseignant à l'école primaire Muhafu* » qui assure l'intérim en pleine crise[62].

D'autres ayant pris le chemin d'exil sont notamment les chefs des différentes zones, les chefs des secteurs ainsi que la masse paysanne. Tous les deux chefs de zone ont pris le chemin de l'exil, sauf le chef de zone Muzye. Quant aux chefs des secteurs, tous se sont exilés et certains

[62] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à Butezi.

d'entre eux ont regagné le Burundi lorsque la dysenterie faisait rage dans les camps de Mutabila I et II en Tanzanie, comme le précise l'ancien chef de secteur Bayaga, Nijimbere Sylvestre : « *Mu nkambi twama turahamba abishwe n'amacinya. Catumye mpinguka ubutarariye* »[63].

« *Dans les camps, on passait tout le temps à enterrer les victimes de la dysenterie. C'est ce qui m'a poussé à quitter les lieux pour revenir ici* ».

Tout simplement ce qui est sûr, c'est que, quelques jours après cette désertion des autorités, on a mis sur pied un système de vote par "rationnalité", c'est-à-dire que l'on choisissait une autorité non pas par ses compétences ou par son appartenance idéologique, mais selon d'autres ressources imprécises : être militaire, avoir la fortune, comme le précise Nimenya :

> « *En 1994, une année plus tard, sous la convention du gouvernement, Joseph Ngendahoruri est destitué, laissant place au nouveau administrateur communal Jérôme Harushimana, Fortuné* »[64].

C'est la continuité du vote par nomination et par rationalité.

Une fois la crise éclatée, l'exil des gens tant gouvernants que gouvernés vers la Tanzanie fut observée dans tous les coins de la commune. Cette dérive fait disparaître les idéologies des partis politiques. On va s'occuper du remplacement des autorités anciennes en vue de combler le vide administratif. Sous cet effet, la politique change à tout prix de sens, évoluant ainsi vers le néo-patrimonialisme et le clientélisme.

II.B.6.b. Le néo-patrimonialisme et le clientélisme au sein de la commune

1° Le néo-patrimonialisme

Cette situation politique néo-patrimoniale aurait prévalu dans notre zone d'étude depuis 1994. En effet, c'est une situation caractéristique des pays du Tiers-monde. Eisenstadt définit la domination patrimoniale comme étant « *une direction administrative totalement contrôlée par le prince dont elle est la chose, qui en choisit les agents de façon discrétionnaire (sans*

[63] NIJIMBERE (S.), *Enquête orale* du 11 février 2012 à Muzye.
[64] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à Butezi.

respecter la loi connue), qui en organise la hiérarchie et qui décide seul et souverainement de ses orientations »[65].

Cette pratique néo-patrimoniale se manifeste surtout dans la nomination des chefs de secteurs. En effet, pour être nommé à ce poste, il fallait, entre autres, avoir la même origine que l'administrateur communal. D'après notre informateur Nimenya, « *Musitanteri yagena uwo yiyumvamwo. Nk'akarorero, umukuru wa segiteri Muzye n'uwa Muhafu ngo bava hamwe. Abandi bashobora gutanga amahera canke itongo* »[66].

« *L'administrateur procédait aux nominations par favoritisme. Par exemple, le chef de secteur Muzye et celui du secteur Muhafu partageaient la même origine que l'administrateur. D'autres pouvaient donner de l'argent ou même une propriété* ».

En outre, comme le note Eisenstadt, l'élite au pouvoir tient à s'assurer du monopole de la représentation politique et surtout du contrôle des ressources économiques en excluant les élites rivales susceptibles de revendiquer le pouvoir. En d'autres termes, le néo-patrimonialisme s'explique par le contrôle de l'allocation des ressources économiques[67].

De ce fait, les anciens Frodebustes n'avaient aucun mot à dire. Leur pouvoir commença à s'étioler jusqu'à néant en 2005. Ce fut l'exclusion des élites rivales revendiquant le pouvoir depuis 1993.

2° Le système clientéliste au sein de la commune

L'analyse du système politique clientéliste prolonge l'hypothèse néo-patrimoniale. Celle-ci suppose des problèmes de communication ou de représentation entre le centre et la périphérie. Elle suppose que les relations entre le centre et la périphérie soient sélectives. Selon Médard,

> « *le clientélisme consiste en un rapport de dépendance personnelle non liée à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales* »[68].

---

[65] EISENSTADT (S.), *Traditional patrimonialism and modern New patrimonialism*, cité par NIMUBONA (J.), in *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.
[66] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à Butezi.
[67] EISENSTADT (S.), *op. cit.*, cité par NIMUBONA (J.), in *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.
[68] MEDARD (J.F.) cité par NIMUBONA (J.), in *Cours de Théorie et Système politique,* Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.

Il ajoute qu'il existe quatre caractéristiques essentielles de cette relation clientéliste :

« - *D'abord son caractère personnel : le clientélisme lie le client à son patron. La relation est faite de reconnaissance de fidélité, voire d'amitié.*
- *Son caractère de réciprocité : le patron apporte sa protection, son aide ou son influence tandis que le client apporte de son côté ses services, son aide matérielle ou son soutien.*
- *Une relation de dépendance : les partis disposant de ressources inégales, le client a plus à craindre d'être abandonné par son patron car celui-ci a plus de ressource que celui-là.*
- *C'est une relation verticale : étant inégale et bilatérale, la relation lie un sommet où se trouve le patron et une base où se trouve le client. Cet aspect vertical de la relation suppose que la relation clientéliste empêche la structuration de la société en classes* »[69].

Avec toutes ces caractéristiques essentielles du clientélisme, nous pouvons déduire que le changement quotidien des autorités locales observé au cours des années 1994-2004 serait dû à ce rapport. Néanmoins, pendant les années d'avant la crise, les critères de la déchéance d'une autorité étaient notamment la polygamie et parfois l'excès de pouvoir. Et pour cette période de la dérive néo-patrimoniale en Afrique telle que le signale Pie Ndayishimiye, on observe une administration ébranlante :

> « *La confusion du public et du privé et l'interventionnisme étatique sont en effet le commun dénominateur à tout un ensemble de pratiques caractéristiques de l'Etat africain et de sa logique de fonctionnement, à savoir l'arbitraire, la corruption, le clientélisme, ...* »[70].

De cette dérive, la destitution quotidienne provoque la récession économique parce que, une fois que telle autorité est affectée à un nouveau poste, elle s'attend à le perdre de temps à autre. C'est pourquoi l'administration a connu des effets pervers dans notre zone d'étude jusqu'à la veille du cessez-le-feu.

---

[69] FINER (S.) cité par NIMUBONA (J.), in *op.cit.*, A/A : 2009-2010.
[70] NDAYISHIMIYE (P.), *Les tentatives d'explication des crises des régimes politiques africains post-coloniaux (1962-1995). Cas du Burundi*, Mémoire, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1996, p.139.

II.B.6.c. Les effets de la démocratie de façade dans la zone d'étude

Selon la typologie socio-politique à plusieurs variables, les régimes politiques sont classés suivant six variables dont le croisement donne trois axes :

> « *il s'agit de la variable participation croisée avec la variable exclusion, de la variable coercition ou violence croisée avec persuasion, de la variable ordre ou conservation croisée avec représentativité ou changement, adaptation* »[71].

Selon notre analyse, la typologie du régime politique burundais post-crise serait la démocratie de façade. En effet,

> « *la démocratie de façade est un système dans lequel une oligarchie s'empare du pouvoir et utilise la règle démocratique pour se légitimer. La participation existe mais également l'exclusion, la persuasion existe mais aussi la coercition. L'ordre et la représentativité dépendent des personnalités au pouvoir* »[72].

Cette analyse porte sur la situation socio-politique qui a prévalu après la guerre tragique de 1993. Par participation, on a pu constater que l'état-major du parti FRODEBU a été mis sur le banc de touche. La coercition qui vient d'en-haut vers le bas s'observe surtout dans la destitution et nomination des chefs de zones qui forment notre commune. Selon Nimenya, l'Administrateur communal proposait trois noms, les acheminait vers le Gouverneur de province, et celui-ci vers le Ministre de l'intérieur. Sous Colonel Ascension Twagiramungu, si un chef n'était pas "compétent", il était remplacé surtout par un militaire. La même situation se répéta sous Epithace Bayaganakandi qui a nommé par contrainte un militaire, Bankamwabo Deus Deddy pour être chef de la zone Gakungu. Mais la masse a catégoriquement refusé en disant :

> « *Hako dutwarwa na Bankamwabo tuca twihungira i Tanzaniya turabe ko atwara ibiti n'amabuye !* »[73].

Ce qui veut dire :

> « *Nous préférerons fuir en Tanzanie plutôt que d'être gouvernés par Bankamwabo. Ainsi, on verra s'il pourra diriger les arbres et les pierres !* ».

---

[71] FINER (S.) cité par NIMUBONA (J.), in *op.cit.*, A/A : 2009-2010.
[72] *Ibidem.*
[73] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à Butezi.

Par là, on entend que c'était un gouvernement coercitif. Et nous tenons à dire que dans cette commune une culture politique qui lui est propre. En plus de cette coercition administrative, on observe des coercitions socio-politiques et économiques. En effet, en plus des frais perçus pour l'effort de guerre, des jeunes gens devaient aller sur le front sans formation militaire ni rémunération ; ils portaient le nom de jeunes gardiens de la paix. Cette contrainte aurait poussé certains d'entre ces jeunes à fuir ou à intégrer massivement les mouvements rebelles :

> « *Je nabonye abasoda batuzembagiza ngo tuje kugwanya aba asaya, nca mbona nopfuma nibera umusoda wo mw'ishamba, aho mbura nkaronka na dukeyi ncisha ku munwa* »[74].

Ce qui veut dire :

> « *Moi j'ai vu que les militaires nous incitaient involontairement d'aller combattre les assaillants et j'ai vu qu'il serait mieux pour moi de rejoindre la rébellion, où au moins je pouvais avoir de quoi mettre sous la dent* ».

Voilà l'origine des conséquences politiques de la guerre des années 1999-2003 dans notre commune.

II.B.6.d. La période de transition et les variations politico-administratives (l'an 2004)

Le processus de paix après la guerre civile a été signé à Arusha après les négociations de paix. A Arusha en Tanzanie, on a discuté des enjeux de la guerre pour éviter les disparités politico-ethniques en vue d'asseoir une paix durable. Ango Ela laisse entendre à ce propos :

> « *La raison me dit que ce qui est le plus important aujourd'hui pour amener la paix dans un monde si troublé et en progrès dans la conscience humaine, c'est de voir se développer entre les différentes religions, les différentes cultures comme entre tous les hommes, un esprit de tolérance, de compréhension mutuelle et de recherche de ce qui nous est commun* »[75].

---

[74] NTIHARIRIZWA (P.), *Enquête orale* du 28 avril 2013 à Nyembuye.
[75] ANGO ELA (P.), éd., *La prévention des conflits en Afrique centrale, Prospective pour une culture de la paix*, Paris, Karthala, 1999, p.189.

De cette culture de paix, des acteurs de la promotion de la culture de paix vont être ciblés dans tout le pays : il s'agit, entre autres, de la jeunesse et des femmes. Les deux acteurs vont être encadrés en suffisance ; c'est le rôle des ONGs à travers leur programme.

> « *La jeunesse, lorsqu'elle est civiquement préparée, peut contribuer activement et de manière positive à la construction de la paix et à la consolidation de la démocratie. En se préparant à gérer pacifiquement les conflits, dans le respect des valeurs de tolérance, les jeunes offrent un vaste champ pour l'éducation à la paix* »[76].

Quant aux femmes, elles ont un rôle primordial. C'est ainsi que l'on va voir des associations féminines se multiplier dans tout le pays et dans notre zone d'étude en particulier. En accord avec Ango Ela, les femmes toujours considérées comme "les mères de la vie", doivent avoir un rôle fondamental à jouer dans toute initiative visant à sauver les vies. Elles ont montré leur capacité à assumer des fonctions qui leur permettent de participer à la construction de la paix[77].

Les représentants de la société civile, notamment les acteurs de la vie politico-sociale et économique doivent s'employer résolument à promouvoir les principes démocratiques et l'harmonie entre la société, l'individu et l'environnement, qui sont la base même de la culture de la paix.

Pour se conformer aux négociations d'Arusha, l'Administrateur communal Jérôme Harushimana quitte le pouvoir au profit de Siméon Bamboneyeho qui assure la relève en 2004. De cet accord, il fallait asseoir une culture de paix :

> « *La culture de la paix est un concept dynamique, qui peut s'épanouir à la faveur d'une volonté politique et aboutir concrètement à l'instauration de la justice et de l'harmonie sociale, au respect des droits de la personne humaine, à la possibilité pour tous les êtres humains de réaliser pleinement leurs potentialités dans la liberté et la dignité* »[78].

De cette culture de la paix, l'harmonie sociale prend place et l'évolution politique suit le mouvement. La campagne électorale longtemps oubliée pendant une dizaine d'années va être restaurée. C'est la période électorale de 2005 qui débute.

---

[76] ANGO ELA (P.), éd., *op. cit.*, p.195.
[77] *Ibidem.*
[78] *Idem*, p.197.

II.C. Bilan du changement politico-administratif dans la commune Giharo de 2005-2013

Dans ce point, nous allons analyser ce qui eut un impact sur le développement de la commune dans tous les secteurs. Voyons ce qui est de la réorganisation politique de la commune depuis 2005.

II.C.1. La réorganisation politique

Après les Accords d'Arusha, les partis politiques se multiplient pour se disputer le contrôle de la scène politique. Ils s'organisent suffisamment pour gagner les élections. Les partis politiques au Burundi sont nombreux. Il est difficile d'étudier le fonctionnement de tous. D'où nous avons jugé bon d'analyser le fonctionnement des partis CNDD-FDD, UPRONA et FRODEBU pour les raisons suivantes :

- En principe, le CNDD-FDD est le parti nouveau sur la scène politique ;
- C'est une force qui s'impose après la guerre civile et qui, en conséquence, a remporté une victoire écrasante dès sa naissance ;
- L'UPRONA est un parti qui a remporté la victoire avant les deux autres ;
- Quant au parti FRODEBU, il avait été élu en 1993 et avait échoué en 2005.
- Enfin, le CNDD-FDD et le FRODEBU étaient représentés dans le Conseil communal de Giharo au moment où l'UPRONA a manqué de conseiller alors qu'il était le troisième parti au niveau communal.

Ces motifs nous ont incité à analyser le fonctionnement de ces partis bien qu'ils ne soient pas différents des autres partis politiques. Bien plus, leur fonctionnement n'est pas aussi loin de celui des autres.

II.C.2. Le fonctionnement des partis politiques : Cas du CNDD-FDD, UPRONA et FRODEBU

Dans une perspective axée sur la comparaison entre l'idéal de la démocratie et ses imperfections dans la réalité, Robert Michels propose une étude sur la bureaucratie en Allemagne et plus particulièrement sur le fonctionnement démocratique des partis politiques. Robert Michels énonce une proposition analytique originale : Les partis politiques évoluent indubitablement vers un modèle démocratique qui s'oppose aux principes démocratiques

fondamentaux par l'entremise de ce qu'il appelle la loi d'airain de l'oligarchie. Celui-ci consiste donc en un processus qui conduit à la prise du pouvoir par une minorité d'individus (élites) sur la majorité des personnes qui, souvent, les ont désignés à ce poste[79].

L'Etat Major du parti avait une tendance naturelle de l'apathie envers la masse. De ce fait, l'égalitarisme devint un leurre. La masse éprouva un besoin psychologique d'être guidé et confie leur direction à la minorité des spécialistes « *Inararibonye z'Imbonerakure* ».
Les effets observables de cette situation portent sur la réduction considérable de la marge de liberté des membres ainsi que sur la déviation des buts initiaux au profit de ces dirigeants[80].

Le parti CNDD-FDD, dans notre commune en 2005, comme tant d'autres, est dirigé par la minorité des membres qui constituent le comité communal. Ce comité est à la tête de toute l'organisation politique de ce parti. Pendant cette période, le président du parti dans la commune est Kagoma Elie, son vice Ndagije Etienne, le secrétaire Kamwenubusa Patrice et d'autres membres proches de ce comité.

Pour ce qui a trait à l'organisation politique du parti, ce sont ces membres du comité qui ont le dernier mot. La confection des listes bloquées se faisait au profit de ce comité. Il en est de même pour le FRODEBU dont le président était Nduwimana Berchmans et son vice Ngendabanyikwa Marcel. Quant à l'UPRONA, le président était N. Michel et son vice Bigirimana Rémy.

La préparation des partis politiques à la veille des élections de 2005 s'est faite par des réunions sur les collines, des propagandes politiques, etc. Mis à part ces étapes préliminaires, il fallait confectionner la liste des candidats aux élections. Comme partout au Burundi, la liste bloquée comprenait 50 membres. Pour être sur la liste, il fallait être « *"compétent", "clairvoyant" et "entreprenant"* »[81]. Tous les trois critères réunis supposent un "*Umugumyabanga*" digne d'être élu. Qui dit compétence ici, dit la capacité de contribuer ou d'avoir contribué pendant ou après la guerre.

En plus de ces trois critères, il fallait postuler auprès du comité. Ceux qui avaient postulé pour le cas qui concerne notre commune étaient au nombre de 23 personnes. Lors du choix sur l'ordre de mérite de ces dernières, l'ordre préétabli était la succession des zones pour éviter le

---

[79] DUVERGER (M.), *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976, p.13.
[80] HAJAYANDI (N.), *Cours de Sociologie des organisations*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2ème Licence S.P., A/A : 2010-2011.
[81] MBONAVYANSE (D.), *Enquête orale* du 21 mai 2013 à Muzye.

népotisme. On devait commencer par Giharo, Muzye, Butezi, Gakungu. Cette alternance était là en guise de clarté. Il fallait au préalable asseoir la justice et l'honnêteté pour faire tout cela[82].

Néanmoins, on observe des manquements au niveau de la liste bloquée définitive. En effet, lors de la confection de la première liste bloquée, la tête de liste était Kagoma Elie, le deuxième Ndagije Etienne, le troisième Nijimbere Sylvestre, et ainsi de suite. Cette liste respectait les normes convenues au niveau des partis. Mais, une fois la liste acheminée auprès de la CENI, il y eut un changement radical de la liste. En effet, les membres compétents étaient rayés de la liste, à savoir Ndagije Etienne, Nijimbere Sylvestre, ainsi que d'autres en provenance de Gakungu de même que les femmes. C'est de cette manière-là que la conquête et la conservation du pouvoir à la tête du CNDD-FDD dans la commune laisse transparaître une séduction par la ruse, ce que Wilfred Pareto appelle "les renards".

Damien Nyandwi nous affirme :

> « *Liste ya mbere yari itomoye ariko ukuntu yahindutse ntavyo twomenya. Kagoma Eliya, Kamwenubusa Patrisi (sebukwe wa mustanteri) bafadikanije na mustanteri Simeho Bamboneyeho mu kuyihindura. Mustanteri yashaka abatamenyereye politike batazomugora kandi bazomutora. Uburorero ni jewe, Mbonavyanse Didiye, Mbonirema Salasiyeli hamwe n'abandi banyagihugu ariko bafise ico batanga : Magi Mariko, Hakizimana Piyeri, Nguvumari Eliyasi na Ciza Odasi* ».[83]

« *La première liste bloquée était digne de ce nom mais son bouleversement s'est fait d'une manière figée. Kagoma Elie, Kamwenubusa Patrice (beau-père de l'administrateur communal) ont changé la liste, en collaboration avec l'administrateur Bamboneyeho Siméon. Celui-ci voulait ceux qui ne s'opposent jamais à lui dans les décisions, ceux qui pouvaient l'élire. Les exemples sont, moi, Mbonavyanse Didier, Mbonirema Salatiel et d'autres paysans mais fortunés : Magi Marc, Hakizimana Pierre, Nguvumari Elias et Ciza Audace* ».

Pour essayer de connaître la source de ces conflits dans une telle domination politique, nous nous sommes posé trois questions :

- Qui, dans l'espace donné, domine les ressources économiques ou les moyens de production ?
- Y a-t-il des individus organisés selon les ressources ?

---

[82] NYANDWI (D.), *Enquête orale* du 20 mai 2013 à Muzye.
[83] NYANDWI (D.), *Enquête orale* du 20 mai 2013 à Muzye.

- Les compétitions ou les conflits ne sont-ils pas liés à cette lutte pour le contrôle des ressources économiques ?

En essayant d'y répondre, nous sommes parti des théories marxistes de domination politique selon lesquelles les rapports sociaux et politiques sont déterminés par les rapports économiques. Le détenteur des ressources économiques dans cet espace déterminé est l'administrateur communal. Autour de lui, il peut y avoir ses partisans et de l'autre côté les "opposants". D'où l'existence de ces deux camps opposés pour le contrôle du matériel ; c'est ce qu'on appelle le déterminisme matérialiste dans les relations des pouvoirs.

Partant de la dernière question, nous avons opté pour faire un flash sur les recettes annuelles de la commune de 2001 à 2006 ainsi que les recettes de la commune en l'an 2013. La raison est qu'en 2000-2003, c'est la crise ; et puis, vers les années ultérieures, c'est une période de trêve. Et pour l'année 2013, elle est marquée par une série de conflits ayant de racines profondes (2004-2005).

Tableau n°7 : Recettes annuelles de la commune Giharo de 2001 à 2006 et celles de 2013

Année d'exercice	Total des recettes perçues (en FBu)
2001	15 646 465
2002	16 651 490
2003	20 388 617
2004	22 562 184
2005	26 548 850
2006	40 546 083
2013	87 323 125

Source : Tableau réalisé par nous-même à base des recherches effectuées auprès du service de la comptabilité communale et le plan communal de développement communautaire de Giharo (2007).

Au vu de ce tableau, on constate que les recettes communales sont allées en croissant. Même pendant la période de crise (2001-2004), il y a eu une augmentation considérable de 6 915 719 FBu. Le constat est que la commune a de fortes ressources économiques. En plus, de 2006 à 2013, les recettes ont presque doublé. Cela nous a poussé à affirmer à base de la théorie de Karl Marx que les ressources économiques sont en partie les origines des conflits dans cette commune.

En analysant les membres qui soutenaient l'administrateur, on constate que ceux qui avaient fréquenté l'école sont en infime partie. En plus, ce sont de nouveaux fonctionnaires de l'Etat, n'ayant aucun bulletin de notation. Mis à part ces deux groupes qui forment la majorité, les autres formant la minorité sont marginalisés sur la scène politique, d'où l'existence de deux catégories d'élites antagoniques au sein du pouvoir du parti CNDD-FDD dans la commune, comme nous le signale Wilfred Pareto lorsqu'il dit qu'un tel pouvoir est instable. C'est de là que le « tendon d'Achille » commence au niveau des jeux de pouvoir au sein de ce parti. Il s'agit du prolongement du népotisme et du néo-patrimonialisme qui entrent en jeu suite au monopole des ressources économiques et du favoritisme basé sur la parenté.

II.C.3. Les conséquences de la loi communale de 2005 à 2013 sur l'administration

Avec la loi du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale, l'administration locale change. Les secteurs sont changés, donnant ainsi naissance aux collines. Dans notre commune, 14 secteurs engendrent 31 collines. Parmi ces secteurs, il y a ceux qui ont engendré 4 collines ou même moins. La commune de Giharo est subdivisée ainsi en quatre zones de 31 collines de recensement, comme nous le montre le tableau suivant :

Tableau n°8 : Découpage administratif de la commune depuis 2005

Commune	Zone	Colline de recensement
Giharo	Butezi	Buhogo
		Butezi
		Kabingo
		Kibimba
		Mutwana
		Mwebeya
		Rubanga
		Shasha
	Giharo	Bayaga
		Bukeno
		Giharo
		Tanga
		Kanyererwe
		Kigunda
		Mura
		Musenyi
		Nkurye
	Gakungu	Gakungu
		Mugombwa
		Murembera
		Murara
		Ngomante
		Nyabakara
		Nyamateke
	Muzye	Buyaga
		Nkanka
		Gatonga
		Shembe
		Murehe
		Nyembuye
		Muzye
Total	**4**	**31**

Source : Découpage administratif du Burundi, MININTER/UPP/IFES/USAID/ Décembre 2005, in *Plan communal de développement communautaire de Giharo* (2007).

En analysant ce tableau de découpage administratif, nous constatons que le secteur Mwebeya donne lieu à 4 collines qui sont Mwebeya, Rubanga, Shasha et Buhogo.

Le secteur Bayaga donne lieu à trois collines qui sont Mura, Bayaga, Kanyererwe. Aucune colline n'est issue des secteurs Butezi et Kabingo.

Le secteur Muzye donne lieu aux collines Muzye et Nyembuye tandis que le secteur Buyaga est demeuré une seule colline partagée en trois sous-collines : Buyaga I, II et III.

Le secteur Muhafu a été rayé de la liste des secteurs et collines après sa scission en collines : Nkanka, Gatonga et Shembe. Actuellement, la colline Muhafu n'existe pas, mais c'est une sous-colline de Shembe[84].

II.C.4. Les élections communales de 2005

Les élections communales de 2005 se sont déroulées le 3 juin 2005. Avant cette date, c'est la préparation du processus électoral par deux phases principales à savoir la phase préélectorale et électorale.

L'observation des élections a été un des éléments importants qui ont permis de réussir l'organisation du processus électoral au Burundi en 2005. Cette affirmation a été faite par la CENI devant le parlement et le gouvernement le 14 décembre 2005. L'observation des élections tant par les nationaux que par les internationaux a favorisé la transparence des élections, le respect de certaines normes internationales des consultations démocratiques[85].

II.C.4.1. Le comportement électoral et les résultats du scrutin

Le rapport de la COSOME indique que les partis politiques se sont en général bien comportés. Ils ont relativement bien respecté leur code de conduite. Quant au comportement de l'administration dans les bureaux pour accueillir les gens, certains administratifs étaient occupés à faire la campagne de leurs partis[86]. Concernant le comportement des électeurs, il est en fonction de l'histoire vécue et de l'information reçue lors de la propagande politique.

Pour ce qui est de l'histoire vécue, l'individu électeur, en votant, s'est référé à la situation socio-politique qui a prévalu depuis 1993. Les populations voulaient compenser l'échec qu'ils

[84] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à Butezi.
[85] *Ibidem.*
[86] *Ibidem.*

avaient subi en élisant un civil qui a été tué trois mois après son investiture, comme nous le témoigne Ndarusanze :

> « *Jewe nabonye gutora umugambwe utagira abasirikare ata kivamwo. Jewe natoye umugambwe mushasha uvuye mw'ishamba kugira ngo intererano nari natanze ndayihomboze* »[87].

Ce qui veut dire :

> « *Moi j'ai vu que élire en faveur d'un parti sans armée était une perte de temps. Moi j'ai voté pour le nouveau parti qui venait du maquis pour que je puisse récupérer ce que j'avais contribué* ».

Non seulement les *Hutu* mais aussi la masse lésée par la situation antérieure de crise devait profiter les élections de 2005 pour sauvegarder la démocratie. Ils seraient incités par l'hymne du parti que les chefs "*Bagumyabanga*" leur ont enseigné.

A travers la propagande, l'information autour de l'hymne suscite l'esprit de veiller à la sauvegarde de la démocratie. Pour comprendre cet état de fait, voyons ce que dit l'école de Michigan à travers l'individualisme méthodologique : « Selon ce paradigme, l'individu électeur vote de manière rationnelle, c'est-à-dire calcule ce qu'il gagne et ce qu'il perd personnellement en votant pour tel ou tel candidat au parti, son vote, la qualité des personnalités alignées, le contexte social, économique, national, les problèmes majeurs sur le plan national et international »[88].

De cette situation on comprend bien pourquoi le parti CNDD-FDD a eu une victoire écrasante dans la commune Giharo : 23 conseillers communaux sur les 25, soit 92% de vote. C'est ce que l'on pourrait appeler "vote-sanction". Les 8% restant sont pour le parti SAHWANYA-FRODEBU. La liste des membres du conseil communal se présente comme suit :

1. NTAKAMURENGA Joseph (président du conseil communal)
2. CUBWA Fébronie (Vice présidente)
3. BAMBONEYEHO Siméon (Secrétaire et administrateur élu)
4. MAGI Marc

---

[87] NDARUSANZE (J.), *Enquête orale* du 4 décembre 2012 à Mwebeya.
[88] NIMUBONA (J.), *Cours de Théories et systèmes politiques*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.

5. NDUWIMANA Berchimans
6. HAKIZIMANA Pierre
7. CIZA Jeanne-Marie
8. NDAYISHIMIYE Jacques
9. MBAZUMUTIMA Marcienne
10. NGUVUMARI Elias
11. MBONIREMA Salathiel
12. NIZIGIYIMANA Albert
13. NYANDWI Freddy
14. BARAGUMA Alexis
15. NGENDABANYIKWA Marcel
16. HAKIZIMANA Rénovat
17. NYANDWI Damien
18. CIZA Audace
19. NYANDWI Gilbert
20. KAGOMA Elie
21. KAMWENUBUSA Siméon
22. MBONAVYANSE Didier
23. SENDEGEYA Siméon
24. BAHENDUWUBONA Denise
25. GATURAGARA Gervais

Parmi tous ces membres, il n'y a que quatre femmes. La raison est que la majorité des femmes dans cette commune ne s'intéressent pas beaucoup à la politique. L'autre constat était qu'il n'y avait que deux Frodebustes, à savoir Nduwimana Berchimans et Ngendabanyikwa Marcel. Devant cette réaction, il est difficile de comprendre comment les gens de Giharo qui avaient voté pour le FRODEBU à plus de 70% de voix en 1993 et pouvoir changer en 2005 jusqu'à décliner au profit d'un nouveau parti, CNDD-FDD.

Selon nos informateurs, ils ont réagi ainsi non pas par la haine envers les Frodebustes, mais ils ont calculé et ont vu qu'un parti politique sans armée n'est pas digne d'être élu. Quand bien même les deux partis sont à majorité Hutu comme le montre la liste bloquée : 3 Tutsi contre 20 Hutu, il ne fallait pas oublier la stature du CNDD-FDD qui conservait une image militaire, comme nous l'affirme Nguvumari :

> « *Uruhungo rwa mustanteri mu 93 rwaratubabaje cane, nico gituma vyari bikenewe gutora uwukomoka mu mugambwe ufise abasirikare nka CNDD-FDD* »[89].

Ce qui signifie :

> « *La fuite de l'administrateur communal en 1993 nous a fortement choqué. C'est pour cette raison qu'il était nécessaire de voter en faveur de celui qui provenait d'un parti ayant une armée, à l'instar du CNDD-FDD* ».

Cela nous renvoie à l'idée de Gustave Le Bon disant que la foule pense souvent d'une seule âme, parle d'une seule voix, agit d'un seul bloc. Le phénomène de mimétisme aux rôles importants de meneur. Telle dans une situation d'hypnose, le meneur, par des subjections verbales ou symboliques, endort les consciences et les volontés pour dicter les comportements à adopter. Le meneur fascine et subjugue la foule par la répétition d'images fortes et simples, faisant surtout appel à l'irrationnel et à l'inconscient[90].

Par ces mécanismes de subjection collective renforcés par la contagion réciproque, le meneur obtient l'unité mentale des foules. Ces meneurs sont les leaders des partis politiques. La contagion réciproque s'observe sur le déroulement des élections : vote en faveur du CNDD-FDD (92% lors des communales contre 8% du FRODEBU.

II.C.4.2. Les organes issus des élections communales

Dans notre zone d'étude, les organes communaux ont été répartis comme suit : le président du conseil communal était Ndayishimiye Jacques (*Tutsi*), la vice présidente Cubwa Fébronie (*Hutu*), secrétaire Bamboneyeho Siméon (*Hutu*). Après quelques temps, le président du conseil communal est destitué à cause des malversations économiques soulevées à son encontre par le conseil communal. Il va laisser la place à Ntakamurenga Joseph (*Hutu*) qui va assurer la présidence jusqu'en 2013.

Quant à l'Administrateur communal, le vote a été fait en faveur de Siméon Bamboneyeho. Selon nos informateurs, membres du conseil communal, sa gouvernance va aller jusqu'à la

---

[89] NGUVUMARI (E.), *Enquête orale* du 3 avril 2012 à Kabingo.
[90] LE BON (G.) cité par NIMUBONA (J.), *Cours de Théories et systèmes politiques*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2009-2010.

veille des élections de 2010, après plusieurs tentatives de destitution pour malversations économiques[91]. D'où les obstacles du développement tels que le signale CHAPEL :

> « *Les principaux obstacles du développement sont de nature politique et administrative. Les problèmes économiques et la carence de ressources naturelles, bien qu'ils soient importants, constituent une entrave de moindre importance au progrès* »[92].

Le conseil communal ayant siégé a souligné des manquements et Madame la Gouverneure d'alors Marcelline Bararufise essaie d'inhiber la situation et l'Administrateur communal regagna son poste après trois jours de vacances de poste.

II.C.5. La fin des changements administratifs et le retour à la dérive néo-patrimoniale

Après les élections de 2010, le conseil communal composé par la majorité des conseillers communaux de 2005 est mis en place. Celui-ci élit l'Administrateur communal Gilbert Nyandwi. Le président du conseil est également reconduit de même que les deux conseillers de l'administrateur.

Du point de vue économique et politique, le nouvel Administrateur va restaurer le clientélisme et le néo-patrimonialisme. Son caractère de vouloir s'approprier personnellement le pouvoir surtout fut à l'origine de sa ruine. C'est ainsi qu'après de longues tentatives de destitution de celui-ci, le gouverneur envoie la lettre n°531.15/135/2013 du 20 mai 2013 au conseil communal de Giharo, présentant d'abord les délits dont l'administrateur concerné est coupable et portant sa destitution[93]. A la suite, le conseil communal se réunit le 21 mai 2013 pour délibérer sur cette lettre. L'issu de cette réunion fut la destitution de l'administrateur communal en fonction. Ainsi, Nibona Eric, conseiller communal chargé des affaires politiques occupe ce poste pendant quatre mois.

Les conséquences de cette destitution se remarquent du point de vue politique sur la montée des frustrations et des mécontentements. Le président du conseil communal opte pour la démission. La présidence du conseil communal va être assurée par Rénovat Hakizimana en

---

[91] KAMWENUBUSA (S.), membre du conseil communal de Giharo, *Enquête orale* du 20 avril 2012 à Giharo.
[92] CHAPEL (Y.) sous la dir., *La gestion administrative du développement*, New York, UNESCO, 1974, p.41.
[93] Honorable NTAKAMURENGA, (J.), Président du Conseil Communal de Giharo, *Enquête orale* du 25 mai 2013 à Muzye.

provenance de la zone Muzye tandis que l'administration communale par Spajon Nizigama de la zone Gakungu. En plus, deux chefs de zone celui de Muzye et de Gakungu sont destitués.

Avant de clore ce chapitre, signalons que la Commune Giharo qui fait objet de notre étude a rencontré pas mal de difficultés au cours de son évolution depuis sa renaissance jusqu'en 2013. Au point de vue politique, on a observé des manquements tels que l'ethnisation lors des campagnes électorales, des conflits récurrents liés à l'antagonisme idéologique, des guerres, ... En plus, des effets néfastes autour de la gestion du pouvoir ont été observés. Du point de vue administratif, beaucoup de changements d'administrateurs ont caractérisé notre zone d'étude. En ce qui est de l'espace administratif, on a quitté trois zones pour avoir quatre, les quinze secteurs d'alors ont engendré 31 collines actuelles. C'est ce qui montre que l'évolution de l'espace administratif s'est faite d'une manière graduelle.

En somme, nous remarquons que l'évolution politico-administrative s'est faite en général de manière cyclique du moment que les délits commis par les premiers ont été également commis par les derniers.

CHAPITRE III. LES TRANSFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET CULTURELLES DE LA COMMUNE GIHARO (1982 – 2013)

A travers le développement socio-économique et culturel de la commune, il importe de voir l'évolution sociale à travers les églises, les écoles, etc. Ensuite, pour ce qui est de l'économie, nous allons nous focaliser sur les institutions financières sises à Giharo et enfin, nous allons clôturer par l'évolution culturelle.

III.A. L'évolution sociale de la Commune Giharo de 1982 à 2013

Toute société surtout humaine doit être formée par un agencement d'éléments pouvant favoriser la promotion de celle-ci. Ces éléments sont, entre autres, la religion, l'enseignement, la santé et la culture, les divertissements et le sport. Selon les recherches que nous avons menées, nous constatons que ces éléments seraient à la base de l'évolution de notre zone d'étude. A la longue, ils seraient même à la base de la cohésion sociale qui renforce quand même le sentiment d'appartenance nationale qui est un instrument important de la souveraineté nationale.

Tous ces éléments concourent à la socialisation. En effet, la religion contribue beaucoup à canaliser les âmes et à les rassurer. L'enseignement qui étend sur tout le territoire le même programme, la même langue, la même histoire, la même littérature, ne peut que favoriser chez les individus concernés le sentiment d'appartenir à une même communauté de référence[94]. Une bonne santé pour chaque membre de la société est un atout très important dans le développement de celle-ci. Et quant aux manifestations socio-culturelles et sportives, elles renforcent la cohésion sociale et le divertissement et dotent la société d'une conscience humaine.

L'analyse de quelques faits sociaux va aussi nous apporter des lumières pour l'extension de l'évolution sociale. Cependant, nous ne pouvons pas parler de tous ces quatre éléments sans faire une esquisse sur la notion d'une institution sociale.

---

[94] NOIRIEL (G.) cité par NIMENYA (A.), *Cours d'Approche thématique des faits sociaux et culturelle*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2010-2011.

III.A.1. Notion d'institution sociale

La société telle qu'elle est conçue, comprend plusieurs institutions sociales.

A titre d'exemple, nous avons :

1° la famille
2° l'école
3° les églises

Pour le cas qui nous concerne, les institutions les plus pertinentes sont ici les trois premières. Quant à la quatrième, elle est inexistante dans notre zone d'étude. Et pour la cinquième, elle va apparaître un peu plus tard avec l'avènement du missionnaire catholique allemand Walther Stark. Après la crise de 1993, elle a évolué jusqu'à atteindre le milieu scolaire (clubs STOP SIDA, clubs de football, etc.). Chacune de ces institutions ci-haut citées a son système intérieur propre et sa propre structure. Mais, toutes les institutions d'une société sont en relation les unes avec les autres. Avant d'aborder le point sur la famille, jetons un regard sur ce que disent les anthropologues à propos des structures socio-culturelles.

L'anthropologie socio-culturelle est la branche de l'anthropologie ayant pour but d'étudier les groupes humains dans les sociétés particulières. Elle s'intéresse à la vie sociale et à la culture. La culture est définie par Edouard Taylor comme étant un ensemble complexe qui englobe la connaissance, les croyances, la morale, l'art, la loi, la coutume, toutes les autres facultés et habitudes que l'homme a acquises comme membre de la société[95].

Partant de cette définition, l'accent est mis ici sur les groupes humains. Ce sont eux qui sont à la base de l'évolution de la société. Qui dit groupes humains laisse entendre les familles dans lesquelles proviennent ces êtres. C'est la première institution que nous aimerions voir ci-après.

---

[95] NIMENYA (A.), *Cours d'Approche thématique des faits sociaux et culturelle*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Licence S.P., A/A : 2010-2011.

- **La famille**

> « *C'est un groupe de personnes unies par le sang ou par alliances. Les personnes apparentées vivant sous le même toit, le père, la mère et les enfants* »[96].

Dans notre zone d'étude, les familles se fondent et vivent de manière primitive. En effet, le Kumoso est depuis longtemps le lieu où se fait la polygamie. Suite aux grandes propriétés que les Bamoso avaient, avoir plusieurs femmes était comme un titre honorifique. Il y avait même celui du nom de *Karenzo* qui s'est marié avec neuf femmes sur la colline de Buyaga, sous-colline de Nyabiganda[97]. Cela prouve que la famille n'a pas de racine. En outre, la polygamie et la polyandrie vont de pair. Tout cela a contribué beaucoup dans la dégradation des valeurs humaines.

En effet, mis à part ces deux pratiques, le lévirat et le sororat sont également fréquents dans la commune de Giharo. Ainsi, la sorcellerie due surtout en partie à la jalousie, à la peur de l'autre et à l'inquiétude du lendemain au sein des familles, constitue une entrave au développement social et économique. Les familles vont être sauvées par l'avènement des missions catholiques et protestantes.

Quant à l'école et les églises, ce sont des institutions sociales ayant pour but de former les gens moralement et spirituellement.

III.A.2. Apport des Eglises dans le développement de la Commune de 1982 à 2013

Une fois que les missionnaires s'intéressaient à une région, ils s'y installaient et s'adonnaient à la fois aux réalisations socioculturelles destinées à promouvoir l'évangélisation et, dans une moindre mesure, aux activités économiques afin de procurer des revenus aux populations concernées. C'est ainsi que, dans leurs œuvres, les missionnaires s'occupaient de la civilisation du peuple autochtone et du christianisme.

En outre, l'implantation des missionnaires dans une région ou localité avait un caractère multifonctionnel : là où la paroisse s'implantait, souvent dans les régions éloignées de tout centre important, naissaient en même temps le catéchisme, l'éducation de base et

---

[96] *Encyclopédie française*, 6ème éd., Paris, Librairie Larousse, 1998, p.288.
[97] NGUVUMARI (E.), *Enquête orale* du 3 avril 2012 à Kabingo.

l'alphabétisme, les écoles pour lutter contre l'ignorance et préparer les cadres du pays, les centres de santé pour lutter contre les maladies, les foyers sociaux pour apprendre à la population l'hygiène et prévenir les maladies[98].

III.A.2.a. L'Eglise catholique et son œuvre missionnaire auprès de la population de 1982 à 2013

Les missionnaires blancs en provenance de Muyaga et Rusengo arrivent à Giharo pour la première fois vers 1985 dans le but d'évangéliser, éduquer, alphabétiser les adultes. En plus, l'autre mission est de répandre les notions d'hygiène et prévenir les maladies. Ils avaient peur de la région inhospitalière, le domaine des singes et carnassiers. C'est ainsi que les premiers missionnaires ont tourné les talons sans pouvoir réaliser les objectifs escomptés, laissant un centre de santé et la paroisse de Giharo ainsi que son succursale Murara, comme l'affirme Ndangahino Blaise : « *Abazungu bambere nibo badusigiye isengero ry'i Murara* »[99].
Pour dire : « *Les premiers blancs nous ont laissés la succursale de Murara* ».

Les mobiles qui seraient à l'origine du départ des premiers missionnaires en provenance de Ruyigi et Cankuzo viennent du fait que les critères exigés n'ont pas été remplis. En effet, les critères pris en considération pour fonder une station de mission d'après les instructions du Cardinal Lavigerie à ses missionnaires sont les suivants :

> « *Trois choses sont particulièrement nécessaires pour l'installation définitive d'une mission :*
>
> *1° que les populations soient denses et suffisamment bien disposées ;*
>
> *2° que le climat soit salubre et que l'assiette choisie pour la construction de la maison soit un lieu élevé et aéré ;*
>
> 3° *que la région soit particulièrement fertile, afin qu'on puisse sous peu avoir le nécessaire sur place* »[100].

Outre ces trois critères importants faits par Lavigerie à travers ses recommandations aux missionnaires, « les Pères Blancs Sylvano et Nazarius ont ajouté que la mission serait installée dans un endroit où l'eau est en abondance étant donné que l'eau, c'est la vie »[101].

---

[98] *L'Eglise au Burundi. Travaux et conférence des Evêques*, s.d., p.8, cité par NIYITUNGA (T.), in *Histoire sociale de la mission de Kiguhu (1978-2008)*, Mémoire, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2010, p.30.
[99] NDANGAHINO (B.), *Enquête orale* du 20 avril 2012 à Gitanga.
[100] LAVIGERIE (C.), *Instruction aux missionnaires*, Namur, Grands lacs, 1950, p.93.
[101] NIYITUNGA (T.), *op. cit.*, p.27.

Tous ces critères ne peuvent pas être remplis. Seul le troisième peut être trouvé dans le Kumoso ainsi que le quatrième. C'est dans ce sens que les premiers missionnaires installés à Giharo (Butoke, Hugo, etc.) seraient partis. Mais, quelques succursales ont pu survivre. C'est notamment Murara, Rubanga et Shembe en zone Muzye. Une chose à signaler pour la mission catholique dans la commune de Giharo est que celle-ci a été partagée en deux zones selon l'origine des missionnaires. En effet, toute la paroisse de Giharo y compris les autres localités de Butezi et Muzye sont dans le domaine du diocèse de Bururi, paroisse Rutana, tandis que Giharo est du côté du diocèse Ruyigi, paroisse Mpinga qui est devenue paroisse Giharo.

Après le départ de ces premiers missionnaires, Giharo va être récupéré par un grand missionnaire allemand Walther Stark en 1995. Celui-ci va mettre sur pied pas mal d'infrastructures pour développer la commune. Il commença d'abord par essayer d'éradiquer l'ignorance dans la commune Giharo.

> « *Il fait construire beaucoup d'écoles primaires un peu partout. Telles sont Murara, Ngomante, Mwango et Murembera dans lesquelles on forme deux groupes de gens :*
> - *Le premier groupe est celui des futures cadres du pays ;*
> - *Le deuxième groupe est celui des Evangélistes instruits pouvant servir le royaume de Dieu sur terre* »[102].

Tout près de la chapelle construite, il devait y avoir une école formelle et surtout une école informelle "*Yagamukama*", pour assurer l'alphabétisation des adultes qui n'ont pas eu la chance d'accéder à l'école formelle.
De ce fait, l'effectif des écoles va en croissant telle que l'on va le voir dans les développements ultérieurs concernant l'évolution de la scolarité en commune de Giharo.

Au moment où la crise bat son plein, l'Eglise Catholique joue un rôle capital. C'est surtout la mission de Giharo qui accueille un nombre suffisant de refugiés. Depuis 1990, lorsque la succursale de Giharo devient la première paroisse de la commune, l'effectif des chrétiens s'accrut. Signalons que depuis 1982 à 1989, la commune Giharo n'avait pas de paroisse comme nous le montre le tableau suivant :

---

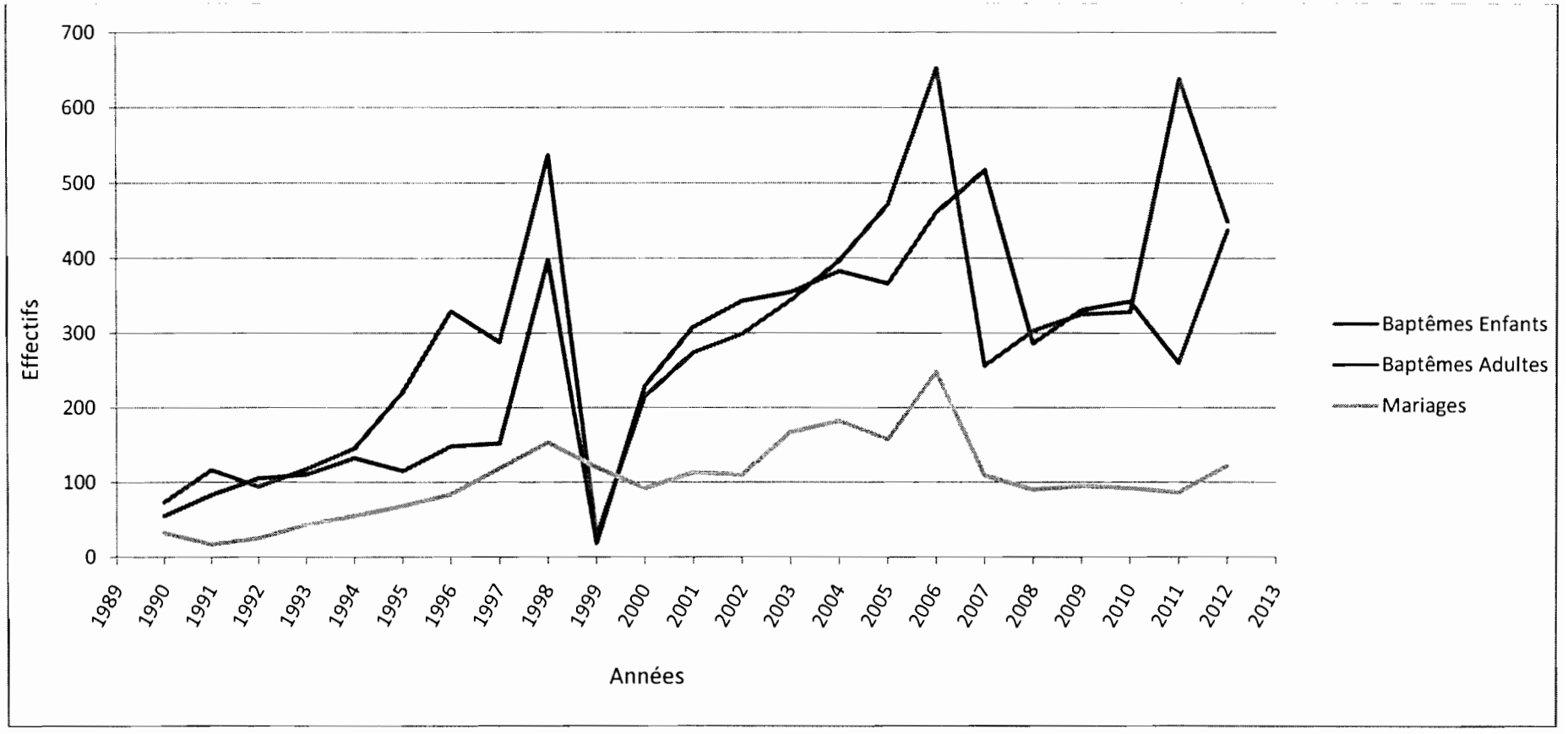
[102] NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 3 décembre 2012 à Butezi.

Tableau n°9 : Evolution de la chrétienté dans la mission de GIHARO depuis 1990 jusqu'en 2012

Années	Baptêmes Enfants	Baptêmes Adultes	Total	Mariages
1990	73	55	128	32
1991	116	83	199	17
1992	94	105	199	25
1993	117	110	227	43
1994	145	132	277	55
1995	221	115	336	68
1996	329	148	477	84
1997	288	152	440	119
1998	537	398	935	153
1999	28	19	47	120
2000	215	229	444	92
2001	□74	308	582	113
2002	299	343	642	110
2003	344	355	699	167
2004	397	383	780	182
2005	472	366	838	157
2006	652	461	1113	248
2007	256	517	773	109
2008	303	286	589	90
2009	325	331	656	95
2010	328	342	670	92
2011	638	260	898	86
2012	449	437	886	122
Total	6900	5935	12835	2379

Source : Registres missionnaires de GIHARO (1990-2012) (Baptêmes et mariages)

Graphique n°1 : Evolution de la chrétienté : Baptêmes enfants et adultes de 1990-2012



Source : Graphique confectionné par nous même à base des effectifs recueillis au près de la paroisse Giharo.

L'analyse des faits sociaux « baptêmes enfants et adultes » ainsi que les mariages nous donne une idée claire sur l'évolution de la chrétienté dans la mission de Giharo pendant la période 1990-2012.

En ce qui concerne les baptêmes, nous remarquons que même si l'effectif des baptêmes des enfants s'élève à 6900 dans 22 ans au moment où celui des adultes s'élève à 5935, l'explication que nous pouvons donner à cette situation nous renvoie à trois causes principales :

- Les succursales qui sont du ressort de la mission de Giharo à savoir Nkanka, Kibimba, Muvumu, Nyabakara et Gitanga sont tellement éloignées de cette dernière, avec respectivement pour distance 22 km, environ 17 km, plus ou moins 16 km, plus ou moins 20 km et 16 km. Donc, certains parents préfèrent laisser leurs enfants prendre l'initiative d'aller se faire instruire dans les écoles formelles ou informelles pour qu'à l'âge d'adolescence ils puissent se faire baptiser.
- Un autre problème est lié à la pratique de la polygamie. En effet, une deuxième ou troisième femme, voire une quatrième, avait du mal à faire baptiser son nourrisson. La raison est que cette dernière était considérée comme ayant commis l'adultère. La sanction chrétienne se faisait là, affectant malheureusement des bébés innocents.
- La polygamie va de pair avec l'ignorance et les relations sociales. En effet, les relations sociales entre les voisins pouvaient empêcher l'enfant à être baptisé. Cela se faisait surtout lorsqu'une famille catholique vivait parmi les protestants. Souvent, la pratique protestante de faire du baptême à l'âge adulte pouvait influencer cette dernière.

En outre, nous constatons que certains *Banyagiharo* profondément attachés à la tradition ne trouvent pas d'intérêt à faire baptiser leurs enfants dès le bas-âge. Parfois, ils le font par le simple prestige de porter un nom chrétien comme Jean, Joseph, Marthe, Paul, etc. Ne voit-on pas aujourd'hui des fidèles faisant semblant d'être des bons chrétiens le jour, surtout les dimanches, en prenant soin de ne pas s'absenter à la messe alors que pendant la nuit ils se rendent chez les devins-guérisseurs (*bapfumu*) pour s'informer sur la situation de leurs familles et acquérir des amulettes pour se protéger contre les jeteurs de sort.

> « *Mw'isengero vyarashika hakagira abitwaza uduheko mu mpuzu, Ekleziya itarakura kirazira* »[103].

[103] NYAMIZI (S.), *Enquête orale* du 30 avril 2013 à Mura.

Ce qui veut dire :

> « *Dans l'église, il y avait ceux qui pouvaient porter des gri-gri dans leurs habits avant que l'église l'interdise* ».

De ces propos, la période d'interdiction du port des talismans est celle des missionnaires, lorsque ces derniers montraient à la population le bien-fondé d'être chrétien. Il paraît que certains néophytes n'ont rien compris de la religion prêchée par ces missionnaires.

En analysant l'évolution de la chrétienté dans la période allant de 1990 à 1994, que ce soit au niveau des baptêmes enfants, que ce soit au niveau des baptêmes adultes, nous constatons que les effectifs ne sont pas significatifs. L'explication que nous donnons à cette situation est que la mission de Giharo était au stade d'émergence. A ce stade, il y a aussi un manque d'informations en suffisance aux villages éparpillés, éloignés de la nouvelle mission. En effet, la densité moyenne de Giharo jusqu'en 1990 était de 77 habitants/km^2 [104]. Les premiers chrétiens de la nouvelle paroisse seront ceux qui sont proches de la mission de Giharo.

Le deuxième motif est que les protestants pentecôtistes et méthodistes avaient déjà occupé l'espace depuis 1984-1985. Il serait donc difficile pour une famille protestante d'aller dans la nouvelle mission.

L'autre cause est d'ordre sécuritaire. En effet, il était si difficile pour un chrétien d'aller faire baptiser son enfant pendant la guerre.

Durant la période 1995-1998, nous remarquons que la chrétienté a beaucoup évolué. L'explication que nous pouvons fournir à cela est que la mission de Giharo a reçu un missionnaire capable d'attirer l'adhésion au christianisme. Il s'agit du missionnaire allemand Walter Stark. Dès son arrivée à Giharo, il s'est donné corps et âme en construisant plusieurs églises, en achetant des propriétés pour des sinistrés, en construisant des écoles, etc.

Lors de la construction d'une église ou école, il avait un sentiment de rassembler la masse autour de lui. Dans chaque chantier de construction, il y mettait au moins six maçons, les autres devaient apprendre la maçonnerie chez les six. Le chantier se terminait avec environ 20 maçons formés, capables de construire une maison. Tout ce qu'il faisait était guidé par un objectif précis : celui de développement psychologique, social, économique, spirituel et intellectuel. C'est de cette manière-là que les nouveaux maçons vont être des rassembleurs de la masse chrétienne éparpillée ainsi que des non croyants.

---

[104] SENTAMBA (E.), *op. cit.*, p.83.

L'année 1999 est celle de désastre dans la commune Giharo. La guerre accompagnée par le razzia du bétail bat son plein. Les gens des collines avoisinantes de la mission de Giharo prennent refuge vers la paroisse où Walter Stark leur montre la façon de se comporter.

Les années 2000 à 2002 jusqu'en 2006 connurent des effectifs élevés que ce soit au niveau des baptêmes des enfants ou de celui des adultes. Ici, nous pouvons dire que la population avait été suffisamment incitée. En effet, Stark construisit ici et là des églises, succursales du ressort de la paroisse Giharo. Jusqu'en 2002, le nombre d'églises construites ou réhabilitées s'élevait aux environs de 17. Même les jeunes protestants en quête d'emploi se convertirent au catholicisme[105]. Ce qu'il faut signaler ici, c'est que, dans la commune Giharo, il n'y avait pas de sociétés pouvant embaucher les chômeurs ; d'où ces derniers se dirigeaient vers l'église catholique pour la simple raison d'obtenir un emploi rémunéré, comme nous l'a affirmé un certain Ndabacekure Gabin :

> « *Ukenye uko ugira ukaja kuvyiganira Walter yaragufasha mukuguha akazi* »[106].

C'est-à-dire :

> « *Si tu étais chômeur et que tu te confiais à Walter, celui-ci te venait en aide en t'octroyant un emploi* ».

De 2002 à 2006, la chrétienté atteint le point culminant. Les baptêmes adultes sont presque le double de ceux des enfants. L'explication porte sur l'augmentation des adultes dans l'église catholique. Parmi ceux-ci, les uns proviennent des églises protestantes, surtout ceux qui sont en quête d'emploi. L'église catholique était devenue dans ces temps-là comme une « ONG » capable d'embaucher des centaines d'hommes et de femmes. Ce qu'il faut signaler, c'est que Walter Stark est parti après avoir construit environ six écoles primaires, à savoir E.P. Giharo, E.P. Murara, E.P. Mwango, E.P. Murembera, E.P. Sesa et E.P. Ngomante. Toutes ces écoles primaires ont été construites sous trois objectifs principaux : lutter contre l'analphabétisme dans la région Moso, lutter contre la paupérisation et servir l'œuvre de Dieu[107]. C'est de cette manière-là que les chrétiens catholiques se sont multipliés. Walter Stark a lutté contre l'analphabétisme qu'il avait constaté dans le Kumoso en multipliant des écoles primaires pour

---

[105] A partir des propos du catéchiste NKURUNZIZA (D.), *Enquête orale* du 3 avril 2013 à Mura.
[106] NDABACEKURE (B.), *Enquête orale* du 3 avril 2013 à Mura.
[107] A partir des propos du secrétaire communal NIMENYA (P.), *Enquête orale* du 30 décembre 2012 à Butezi.

que l'Etat s'y implique davantage en construisant les écoles secondaires. C'est dans cette perspective que le collège Saint Joseph de Giharo a été construit.

Depuis 2007, la conséquence du départ de Walter Stark se fait sentir. Nous remarquons la chute libre des baptêmes enfants et des mariages chrétiens. L'explication est que les parents des enfants ne voyaient pas d'intérêt à demeurer chrétiens après le départ de ce grand missionnaire, comme l'affirme Nyandwi Salomon :

> « *Igenda rya Walter ryaratumye ubukirisu bwacu busubira inyuma kuko nta wundi mupadiri yoza anganya na we* »[108].

Ce qui signifie :

> « *Le départ de Walter a fait la régression des adhésions et des pratiques chrétiennes* ».

Quant aux aspirants au mariage chrétien, ceux qui escomptaient avoir la dot en provenance du "*père Noël*" (cadeau de Walter Stark) sont désillusionnés. C'est ainsi que certains d'entre eux se marièrent illégalement bien qu'ils fussent chrétiens. La chute des mariages chrétiens va aller en croissant jusqu'en 2012.

De 2008 à 2012, les effectifs des baptêmes remontent petit à petit. L'explication est que les chrétiens commençaient à se passer des cadeaux que Walter Stark leur offraient pour les inciter à la chrétienté. D'autre part, c'était le moment de rapatriement des refugiés en provenance de la Tanzanie. Parmi les rapatriés, il y avait des catholiques et protestants. C'est de cette façon que la chrétienté dans la mission de Giharo a évolué.

Les trois faits sociaux que nous venons d'analyser nous montrent clairement que son évolution dépend notamment des conditions sociales, politiques et économiques.

Walther Stark fit construire 22 chapelles-églises dans les trois zones de la commune Giharo. Mais dans la zone Muzye, ce fut une seule chapelle-église construite à Nkanka. Ces dernières sont entre autres Gitanga, Musenyi, Bukeno, Nyabakara, Murara, Mwango, Nyamateke, Karambwe, Kabingo (future paroisse en 2012), Ruhata, Mutaha, Muvumu, Kibimba, Nkurye, Mura, Rutoke, Murembera, Ngomante, Giharo, Rubanga, Nkanka et Gakungu. Toutes ces églises furent construites de 1995 jusqu'en 2006.

---

[108] NYANDWI (S.), *Enquête orale* du 12 avril 2012 à Murara.

III.A.2.b. L'Eglise Méthodiste Unie et son œuvre missionnaire

A travers ses réalisations, la préoccupation première après celle de l'évangélisation est la promotion de l'éducation. En effet, l'Eglise méthodiste unie a construit deux écoles dont l'E.P. Bugondo et l'E.P. Kiramvya. Ce sont ces deux écoles-là qui vont servir la population de la commune.

La conversion des populations arriérées de la région de Kumoso va se faire à partir de ces écoles. Plusieurs églises ont été construites et ont permis de lutter contre les pratiques obscures (sorcelleries). De l'Eglise Méthodiste Unie de Giharo, on va voir la prolifération d'autres églises protestantes.

III.A.2.c. L'œuvre sociale de l'Eglise Pentecôtiste

L'Eglise pentecôtiste, une fois arrivée dans la plaine de Kumoso, a fortement contribué dans la reconstruction sociale. Elle a beaucoup servi dans la reconstruction des ménages, et a facilité dans les œuvres de la scolarisation.

En effet, la pratique ignoble de polygamie et polyandrie est en cours d'être éradiquée. C'est grâce à la conversion en masse des *Bamoso*. Quant à la pratique de sorcellerie, elle a été anéantie et on dénombre des effectifs des chrétiens équivalant à plus ou moins 1230[109].
Avec ces effectifs, l'église est parvenue à construire deux écoles primaires à savoir Kabingo II en 2004, Nkanka I en 2005 et le collège communal de Gakungu en 2008. Ces écoles construites nécessitaient également d'être subventionnées par l'Etat (la commune). L'œuvre de cette église n'est pas encore achevée et des projets de développement social et économique sont envisagés pour l'avenir.

III.A.2.d. L'Eglise FECABU et ses œuvres holistiques auprès de la population

L'Eglise FECABU a ouvert ses portes en 1989 dans la commune Giharo, précisément en zone Muzye. Elle a beaucoup aidé dans l'organisation sociale. Après le cessez-le-feu en 2004, cette église a initié beaucoup de réalisations auprès de la population. Les chrétiens membres de cette église se sont multipliés atteignant ainsi environ 3000 chrétiens[110].

---

[109] MUTAMA (C.), Enquête orale du 5 mai 2013 à Muzye.
[110] BAZISHAKA (J.), Enquête orale du 20 mai 2013 à Muzye.

Ce sont eux qui se sont adonnés aux œuvres de la construction de l'E.P. Buyaga en 2005. Après, la construction du Lycée communal Muzye, le seul et premier Lycée de la zone Muzye. C'est une œuvre grandiose qui a été appuyée par RET (Refugee Education Trust) par la suite. Cette réalisation a permis à la population de scolariser leurs enfants. En effet, depuis l'année 1993, les écoliers qui terminent la 6ème se rendaient à Gihofi (collège communal), à plus de 7 km. C'est pourquoi plusieurs d'entre eux abandonnaient l'école suite à cette longue distance. Les parents des enfants ayant vu cette situation, empêchaient leurs enfants à pouvoir continuer l'école secondaire sous prétexte que la distance est trop longue.

> « *Kurungika umwana wawe muri SOSUMO ngo n'amashure vyaratubabaza gose kubera ari kure cane kandi hagoye. Ubu nisawa kubera biga hafi yacu tukabakurikiranira hafi* »[111].

Ce qui veut dire :

> « *Envoyer ton enfant à la SOSUMO pour étudier était difficile pour nous suite à une longue distance. Maintenant ça va ; nos enfants étudient non loin de chez nous et comme ça, nous les suivons mieux de près* ».

Avec la construction de ce lycée par la FECABU, les parents ont poussé un soupir de soulagement.

Au niveau socio-économique, la FECABU a réalisé beaucoup de chose. Avec le programme de PAQAVE (Projet Amélioration de la Qualité de Vie de l'Enfant), l'Eglise a créé des écoles de métier : soudure, l'école de couture, l'école pour l'alphabétisation des adultes, etc. Le bilan de ce programme s'élève aux environs de 11 soudeurs, 13 tailleurs et 26 alphabétisés[112].

L'église a également distribué des milliers de bananiers résistant aux maladies, des porcs et des poules à la population démunie. Cette église a équipé en matériel scolaire et didactique aussi le lycée communal de Muzye, E.P. de Buyaga, E.P. de Kibonobono, etc. en manuel scolaire. Aussi, « *le PAQAVE faisait des formations en faveur des enseignants de l'école primaire, dans le domaine de la psychologie de l'enfant et de l'adolescent* »[113]. Beaucoup de projets sont en cours de réalisation pour rehausser la société et en particulier la commune de Giharo.

---

[111] NDIMURUKUNDO (J.), *Enquête orale* du 6 avril 2013 à Muzye.
[112] NDAYISENGA (J.), *Enquête orale* du 19 mai 2013 à Muzye.
[113] NIYONIZIGIYE (J.), *Enquête orale* du 18 mai 2013 à l'E.P. Kibonobono.

En somme, la FECABU a beaucoup contribué à l'évolution sociale et économique de la commune. A travers ses œuvres holistiques, la population a appris des métiers, les illettrés furent alphabétisés sans distinction de religion.

III.A.3. Le système éducatif dans la commune de 1982 à 2013

Dans l'histoire de l'évolution sociale de n'importe quelle société, l'éducation est le ciment du développement. En effet, l'école contribue beaucoup à la socialisation en formant des élites. Selon Wilfred Pareto (1848-1923), le rôle de l'élite est justifié par la compréhension de l'activité humaine. « C'est l'étude de la société et de l'activité humaine qui permet, à partir de la compréhension ainsi acquise, de dégager les principes de gouvernement »[114].

De là, on comprend que l'école contribue beaucoup à la production des élites qui dirigent et maîtrisent les sentiments et impulsions de la population. Ce sont ces élites qui sont à la base de la promotion de la société.

D'emblée, il faut signaler que si nous parlons du système éducatif dans la commune Giharo, nous nous sommes limité au système éducatif formel, l'éducation informelle rentrant uniquement dans les œuvres holistiques des Eglises. Et par définition, l'éducation formelle est une formation qui « *concerne les formes de la pensée, qui traite et décrit des structures, des relations entre éléments* »[115]. Ici donc, l'école devient le moyen privilégié pour la transmission des connaissances. Son importance est réellement visible chez les parents des enfants : « *Ishure ni nziza iratuma ushika aho utoshitse* »[116] ce qui se traduit : « *L'école est bonne, c'est la source de la promotion sociale* ».

Par l'éducation formelle, on sous-entend l'école primaire et secondaire. L'école primaire a ouvert ses portes dans la commune Giharo en 1954 à Bugondo tandis que la première école d'enseignement secondaire verra le jour à Butezi en 1995. Dans la commune Giharo, l'enseignement secondaire est une forme d'éducation récente, comparativement à son avènement dans d'autres communes de la province Rutana.

---

[114] BARUMWETE (S.), *Cours d'Institution et doctrine politique*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2ème Licence S.P., A/A : 2011-2012.
[115] *Encyclopédie français*, 6ème éd., Paris, Librairie Larousse, 1998, p.306.
[116] BAZISHAKA (J.), Documentation lors de la réunion des parents au Lycée communal Muzye, le 22 avril 2012.

III.A.3.a. La promotion de l'enseignement primaire

L'école dans la commune de Giharo est vieille, bien que ce ne fussent que pour les années de première, deuxième et troisième de l'école primaire. Pour ce qui est des trois années restantes de l'enseignement de base, les élèves étaient obligés de se rendre à Kayero, à une distance de plus de 30 km. C'est pourquoi les gens de Giharo d'alors n'étudiaient pas. Ceux qui avaient la chance de fréquenter l'école la quittaient après la troisième année.

Après 1987, avec la naissance de l'E.P. Gakungu, il y aura une période de latence scolaire jusqu'en 1998. La cause principale est que la période de crise a fait reculer l'enseignement dans cette commune. Au cours de l'année 1998, c'est la construction de l'E.P. Nyagahara. Celle-ci va inaugurer une autre période difficile au point de vue enseignement à cause de la guerre civile et politique de 1999. C'est la FECABU qui va se consacrer dans la réhabilitation sociale de la commune en construisant l'E.P. Buyaga en 2002. Et puis c'est la continuité de l'œuvre éminente du missionnaire catholique Walter Stark en construisant des écoles, à commencer par Murara en 2003.

Face à cette situation de trêve, les bailleurs de fonds se donnent comme mission de construire des écoles pour faciliter la promotion de l'enseignement. Avec cette promotion, les effectifs totaux des salles de classes jusqu'à l'année scolaire 2006-2007 s'élève à 145. Et quant aux effectifs des élèves au cours de la même année scolaire, le total est de 12993 dans les 34 écoles[117].

Ces effectifs nous montrent réellement que la scolarisation a poussé vers l'avant. Les 34 écoles sont localisées dans les zones qui forment la commune. Dans la zone Gakungu, il y a 8 écoles primaires dont 4 à cycle complet dans 7 collines. Dans la zone Giharo, on dénombre 7 écoles primaires dont 4 à cycle complet dans 9 collines de recensement. La zone Muzye compte 12 écoles primaires publiques dont 4 à cycle complet dans 7 collines. La zone de Butezi compte 7 écoles primaires dont 5 à cycle complet dans 8 collines. La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 34,7% dans la commune[118].

La politique "Education pour tous" du gouvernement burundais a fait que l'effectif des élèves en première et deuxième années ait sensiblement augmenté du fait de la gratuité de

---

[117] *Plan communal de développement communautaire*, Rutana, Septembre 2007, p.15.
[118] *Idem*, p.11.

l'enseignement primaire. L'effet subi est la surcharge des salles de classes avec une moyenne de 90 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupîtres.

Jusqu'à l'année scolaire 2011-2012, les effectifs de la scolarité changent, atteignant ainsi 86,1%. L'effectif total passe de 12993 à 22377 écoliers. Quant aux écoles et salles de classes, on quitte 34 écoles primaires à 50. et les salles de classe de 145 à 293. Le taux net de scolarisation s'élève à 76,7%. Pour dire que parmi les 31 collines qui forment la commune, 30 sont dotées d'écoles primaires. La seule colline Kigunda de la zone Giharo est la seule qui n'a pas d'école. Néanmoins, c'est une petite colline dont les écoliers bénéficient la formation sur les collines avoisinantes, notamment Kanyererwe, Giharo et Shasha. Cette colline au relief accidenté est très faiblement peuplée par rapport à d'autres car elle est située sur la chaîne de Nkoma.

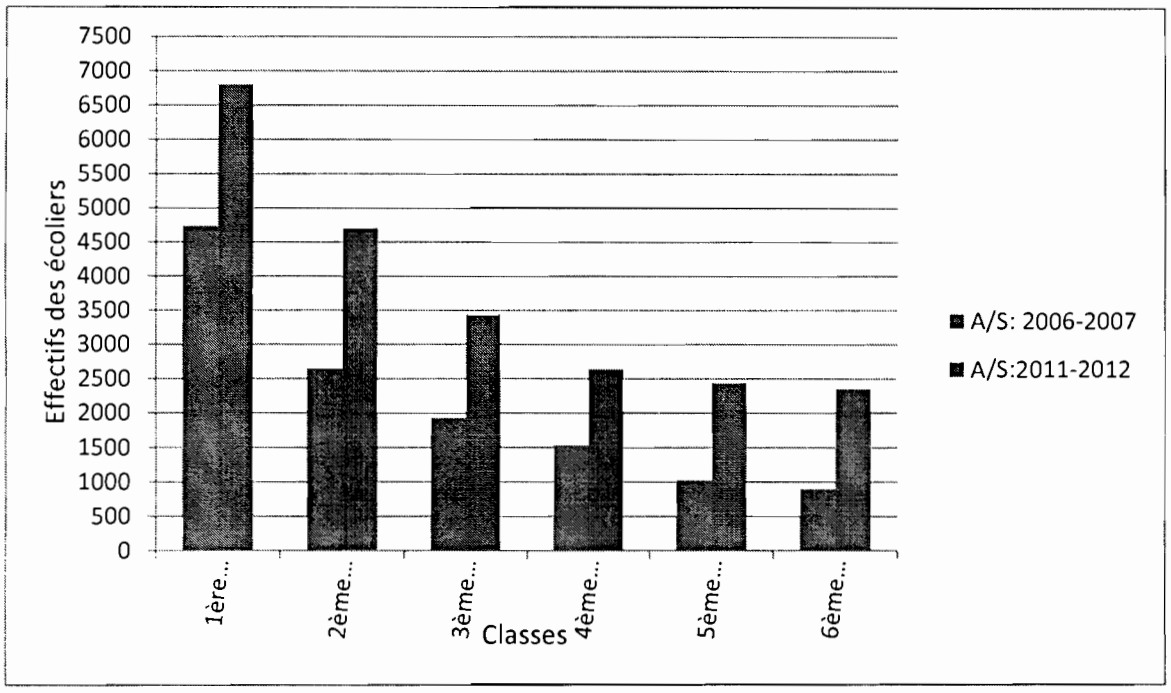
Le tableau et le graphique suivants résument la situation de l'enseignement primaire de la commune.

Tableau n°10 : Evolution de la scolarité dans la carte scolaire de Giharo

Classes	**Effectifs des écoliers/ A.S :2006-2007**	**Effectifs des écoliers/ A.S :2011-2012**	**Effectifs d'évolution**	**Taux en % d'évolution**
1ère Année	4734	6801	2067	30,3
2ème Année	2658	4703	2045	43,4
3ème Année	1931	3440	1509	43,8
4ème Année	1530	2641	1111	42,06
5ème Année	1028	2440	1412	57,8
6ème Année	898	2352	1454	61,8
Total	**12993**	**22377**	**9598**	**46,5**

Source **:** Rapport de la Direction Communale de l'Enseignement de Giharo

Graphique n°2 : Evolution de la scolarité dans la carte scolaire Giharo



Source : Graphique réalisé à partir des rapports de la Direction Communale de l'Enseignement de Giharo

En nous référant sur le graphique et le tableau ci-dessus, nous voyons que le taux moyen d'évolution moyenne équivaut à 46,5% pendant 6 ans. Les taux d'évolution les plus élevés se remarquent dans les classes de 5ème et de 6ème années. La raison est que la politique de la gratuité scolaire a fourni des effectifs élevés en 1ère et 2ème année de l'année scolaire 2006-2007. Ces effectifs se répercutent par conséquent en 2011-2012 aux classes respectives de 5ème et 6ème. Voilà pourquoi les deux classes sont suffisamment gonflées d'effectifs. La même explication est valable pour les classes de 7ème année pendant l'année scolaire 2012-2013. Avant cette politique de la gratuité scolaire, la carte scolaire Giharo ne comptait que 18 établissements scolaires primaires. C'est après cette politique et suite à la montée des effectifs des écoliers que 32 établissements vont être construits, comme nous le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°11 : Effectifs des élèves, enseignants et bâtiments par école pendant l'année scolaire 2011-2012

Ecoles	Elèves	Enseignants	Salles de classes	Année de construction	Etat des locaux					Niveau atteint
					N	B	A	M	TM	
1. BANGU	326	9	6	2009		X		2X		6ème
2. BAYAGA	397	7	6	2005				X	3X	6ème
3. BUHOGO	259	7	6	2008	X					6ème
4. BUGONDO	379	10	6	1954		X				6ème
5. BUGONGO	406	9	8	1978			X			6ème
6. BUKENO	331	8	6	2006		X				6ème
7. BUTEZI	765	11	6	2004			X			6ème
8. BUTEGERI	280	6	4	2009			X			6ème
9. BUYAGA	810	13	11	2002		X				6ème
10. GAKUNGU	628	14	6	1987			X			6ème
11. GATONGA	554	12	6	2006		X				6ème
12. GIHARO	396	11	6	1971		X				6ème
13. KABINGO I	638	12	6	1985			X			6ème
14. KABINGO II	544	11	6	2004		X				6ème
15. KARAMA	343	7	6	2011		X			2X	6ème
16. ANYERERWE	341	4	2	2008					X	5ème
17. KIBIMBA	393	9	6	1995			X			6ème
18. KIBONOBONO	473	13	6	2005					3X	6ème
19. KIGOGO	328	10	6	2009			X			6ème
20. KIRAMVYA	557	17	9	1959				X		6ème
21. MUHAFU	574	12	6	1986		X				6ème
22. MURA	410	10	7	2006				X		6ème
23. MURARA	493	15	6	2003		X				6ème
24. MUREHE	548	12	6	2006				X		6ème
25. MUREMBERA	318	8	6	2006		X				6ème
26. MUSENYI	301	13	7	1982			X			6ème
27. MUTAHA	397	9	6	2011		X				6ème
28. MUTWANA	434	10	6	2007		X				6ème
29. MUVUMU	422	10	5	2003			X			6ème

30. MUZYE I	653	16	8	1981				X		6ème
31. MUZYE II	435	10	6	2006		X				6ème
32. MWANGO	409	7	6	2006		X				6ème
33. MWOGO	190	5	2	2011				X		4ème
34. MWEBEYA	154	5	0	2011		X				2ème
35. NGOMANTE	709	11	9	2005			X			6ème
36. NKANKA I	450	9	6	2005				X		6ème
37. NKANKA II	645	11	6	2008		X		3X		6ème
38. NKURYE	606	11	11	2005		X		3X		6ème
39. NYABAKARA	385	8	6	1980				X		6ème
40. NYAGAHARA	609	11	6	1998				X		6ème
41. YARUBANGE	199	8	6	2006					X	6ème
42. NYEMBUYE	455	14	6	2006					X	6ème
43. RUBAHO	733	13	6	2009		X				6ème
44. RUBANGA	339	11	6	2003		X				6ème
45. RUTARE	108	2	2	2012	X					2ème
46. RUTAMBA	445	10	6	2009		X				6ème
47. RUSANGE	257	7	4	2011		X				4ème
48. RUSUNU	424	12	6	2007		X				6ème
49. SESA	401	9	6	2007		X				6ème
50. SHEMBE	534	10	6	2006		X				6ème
Total 50 E.P.	22377	499	293							

Source : Tableau réalisé à partir des rapports de la Direction Communale de l'Enseignement de Giharo

N.B. : - N : local nouveau

- B : local en bon état
- A : local en état acceptable moyennant réparation
- M : local en mauvais état
- TM : local en très mauvais état
- 2X, 3X : 2 salles, 3 salles

III.A.3.b. Naissance et expansion de l'enseignement secondaire

Pour ce qui est de la commune Giharo, jusqu'en 1995, celle-ci n'avait aucune école secondaire. Le premier collège fut celui de Butezi, inauguré en 1995. Elle recevait les élèves en provenance des 10 écoles primaires, à savoir E.P. Bugondo, E.P. Bugongo, E.P Gakungu, E.P. Giharo, E.P. Kabingo, E.P Kiramvya, E.P Muhafu, E.P. Musenyi, E.P. Muzye et enfin E.P. Nyabakara.

La question qui se pose est de savoir comment un seul établissement secondaire peut parvenir à servir tous les élèves ayant terminé avec succès l'école primaire. Force est de constater que l'accès à l'école secondaire n'était pas la chance de tout le monde au cours de cette période. Les élèves ayant terminé l'école primaire ne savaient pas sur quel pied danser, ils abandonnaient en masse pour aller s'occuper des travaux champêtres et se mariaient quelques jours après, comme le précise Ndikubwayo :

> « *Kuja mu mashure yisumbuye i Giharo ntivyari vyoroshe udafise uwugusabira. Nico gituma benshi baca bihebera hakiri kare kugira bimenyereze isuka bitaraja kure* »[119].

Ce qui veut dire :

> « *Accéder à l'enseignement secondaire n'était pas chose facile, si on n'avait pas qui pouvait chercher une place pour vous. C'est pourquoi la plupart abandonnait l'école très tôt pour aller s'adonner à la houe aussitôt l'arrêt des études* ».

Quelques années après, d'autres établissements secondaires ouvrent leurs portes. Ce sont notamment le collège communal Muzye en 2007, le collège communal Nyagahara en 2009, le collège Saint Joseph de Giharo, le collège communal Muhafu, le collège communal Rubaho, l'ITAB de Giharo, le collège communal Buyaga, le collège communal Nyembuye, le collège communal Kiramvya et enfin le collège communal Nyamateke.

Au total, la commune compte 10 établissements d'enseignement secondaire à l'heure actuelle, répartis dans les quatre zones. Jusqu'en 2012, les effectifs des élèves sont évalués à 2377 dont 1564 garçons et 813 filles. Ils sont répartis comme suit :

---

[119] NDIKUBWAYO (D.), *Enquête orale* du 20 juin 2012 à Musenyi.

Tableau n°12 : Répartition spatiale des écoles secondaires et leurs effectifs (A/S : 2011-2012)

Zones	Ecoles	Effectifs des élèves	Les abandons			Taux d'abandon %
			Garçons	Filles	Total	
Muzye	Ly.Co. Muzye	664	18	6	24	3,6
	Co.Co. Muhafu	299	8	9	17	5,6
	Co.Co. Nyembuye	53	2	0	2	3,7
Butezi	Ly.Co. Butezi	340	18	11	29	8,5
	Co.Co. Rubaho	175	12	1	13	7,4
	ITAB Giharo	74	2	0	2	2,7
Giharo	Co.Co. Giharo	157	14	7	21	13,3
	Collège St Joseph	139	4	3	7	5,03
	Co.Co. Nyagahara	256	14	7	21	8,2
Gakungu	Co.Co. Gakungu	220	20	9	29	13,1
Total (4 zones)	10 écoles	2377	112	53	165	7,1

Source : Rapport de la Direction Communale de l'Enseignement de Giharo

Ce tableau nous montre comment l'enseignement secondaire a évolué depuis 1995 jusqu'en 2012. Nous constatons que les effectifs des élèves sont strictement inférieurs à ceux de l'école primaire. Selon nos informateurs de la DCE, les effectifs sont gonflés dans les classes de 7ème année. La raison est que les élèves qui terminent la 6ème année sont suffisamment nombreux grâce à la politique de la gratuité scolaire de 2006.

Quant à ce qui est de la réussite dans les établissements scolaires secondaires, nous avons préféré nous focaliser sur la classe de 10ème parce que d'une part la majorité des établissements secondaires n'ont pas le cycle supérieur et d'autre part la classe de 10ème est une classe terminale et à test. Le tableau suivant fait état de cette situation depuis 2002.

Tableau n°13 : Effectifs des élèves ayant fréquenté la fin du cycle inférieur de 2002 à 2013 en commune Giharo

	PERIODES																					
Années scolaires	2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011		2011-2012		2012-2013	
Données / Ecoles	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R
Ly.Co. Butezi	7	4	15	10	22	13	21	11	36	17	30	25	29	19	23	10	37	14	51	4	37	23
Co.Co. Giharo											17	15	22	14	27	29	-	-	19	22	20	18
Co. St Joseph																					12	13
Co.Co. Muhafu															50	6	56	16	65	14	46	14
Co.Co. Gakungu															12	25	15	6	8	12	19	7
Ly.Co. Muzye											20		41	23	48	14	46	4	53	37	70	20
Co.Co. Nyagahara																	16	4	28	10	29	12

A : Elèves admis dans la classe suivante

R : Elèves Redoublant la classe

Source : Tableau réalisé par nous-même à base des données recueillies auprès de la Direction communale de l'enseignement

A base de ce tableau des effectifs de la 10ème, nous constatons que les élèves finalistes du Cycle Inférieur étaient suffisamment peu nombreux de 1995 jusqu'en 2009. La raison est qu'il n'y avait que peu d'établissements d'enseignement secondaire. Dans ces écoles, le cycle supérieur va ouvrir ses portes en 2007 au Lycée communal Butezi, la section scientifique et deux ans plus tard au Lycée communal Muzye. Cela prouve que l'enseignement secondaire présentait des lacunes. En effet, selon les informations recueillies, les licenciés formés dans ces écoles s'élèvent à sept, tous garçons.

Ceux du niveau D_6 et D_7 sont nombreux (plus ou moins 37). Les administratifs formés dans ces écoles sont 8 directeurs des écoles primaires et deux directeurs de collèges communaux (Nyagahara et Giharo), un conseiller communal chargé des affaires politiques et administratives, un conseiller chargé des affaires financières à la Direction communale de l'Enseignement ainsi que l'administrateur communal élu par le conseil communal en 2013.

III.A.3.c. Les défis de la scolarisation en commune Giharo

La scolarisation dans la commune rencontre pas mal d'obstacles. Ceux-ci sont liés à l'ignorance d'une part et les mariages précoces d'autre part.

1° L'ignorance

La scolarisation dans cette localité est quelque peu négligée. C'est ainsi que les enfants s'absentent beaucoup à l'école à défaut de déserter. Depuis le début des moissons du riz, les élèves s'occupent de ces travaux plus lucratifs. C'est de là que les comportements des individus changent. Quant aux jeunes, cette période s'accompagne des mariages illégaux. Pour les mariés, ils ont l'engouement de posséder plusieurs femmes ou hommes. C'est l'origine des mariages illicites.

2° Les mariages précoces

Ces types de mariages s'observent un peu partout dans la commune Giharo. Cela étant, les élèves qui fréquentent l'école entretiennent des relations étroites entre eux ou envers l'extérieur. De ces relations, les élèves finissent par se marier en bas-âge.

Souvent, quand un jeune garçon atteint l'âge de la puberté, il est obligé de quitter la hutte de ses parents en vue de se construire la sienne. Celle-ci provoque ainsi les mariages précoces. « Une fois que le jeune garçon dans sa hutte reçoit 100 kilogrammes de riz, c'est l'abandon de l'école qui s'en suit, en référence de ses voisins et compagnons »[120].

Quant aux jeunes filles, elles ont souvent des grossesses non désirées. Celles-ci les poussent à être mariées étant encore très jeunes. Leurs parents, avides de la dot, contraignent ces dernières à se marier. Elles deviennent ainsi des boucs-émissaires des relations entre parents. Lorsque deux parents se rencontrent souvent au bar pour prendre ensemble un verre

[120] MISAGO (M.), *Enquête orale* du 2 avril 2012 à GISITO, colline Muzye.

d'*urwarwa*, il arrive un moment où les deux cherchent à tisser des liens sociaux. Les deux songent premièrement à leurs enfants, les contraignant ainsi à se marier quand bien même ils seraient encore au banc de l'école. Cela cause un problème sérieux chez les enfants se trouvant encore à l'école. S'ils refusent, c'est le début de la violence à leur endroit par les parents. Le refus de l'enfant provoque son exclusion dans la famille. C'est pourquoi les élèves, tant de l'école primaire que secondaire, une fois que de tels cas se présentent, sont obligés d'abandonner l'école sous la volonté de leurs parents.

Signalons que l'esprit casanier est à la base de tout cela. En effet, selon nos informateurs, ils disent pour se consoler que : « *Uwize amashure ntamubuza kugorwa* »[121], ce qui veut dire que les études n'empêchent la misère à celui qui les a faites. Ce comportement des parents nous renvoient à l'idée d'un mécanisme de défense du moi contre les frustrations, mécanisme dit de "rationalisation". Tout simplement, c'est la tendance à chercher des arguments qui nous rehaussent et nous donnent raison. C'est un mécanisme de défense par lequel le sujet se forge des arguments apparemment logiques pour justifier à ses propres yeux et à ceux de l'entourage une situation frustrante[122].
De cette situation découle l'abandon en masse des élèves et écoliers, voire la baisse du taux de réussite. C'est de cette manière-là que la moyenne du taux d'abandon s'élève à 7,1%.

En fin de compte, on peut dire que les effectifs des scolarités sont accrus depuis 2006 grâce aux comportements des individus, parents des écoliers et élèves. En effet, ces comportements sont manifestés à travers deux mécanismes de défense du moi contre les frustrations : la sublimation et la compensation. Pour ce qui est de la sublimation, Niyubahwe nous dit :

> « *Un besoin ou une pulsion sont sublimés lorsqu'ils sont dérivés, c'est-à-dire dirigés vers les buts socialement valorisés. C'est une sorte de modification de but ou changement d'objet dans lequel entre en considération notre évolution sociale* »[123].

La compensation quant à elle concerne les cas où une motivation du comportement de l'individu est bloquée et qu'il en accentue une autre ou bien lorsqu'un moyen d'expression

---

[121] MISAGO (M.), *Enquête orale* du 2 avril 2012 à GISITO, colline Muzye.
[122] NIYUBAHWE (A.), *Cours de psychologie générale*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Candidature, A/A : 2005-2006.
[123] *Ibidem*.

d'une motivation est possible, et qu'on le remplace par un autre moyen d'expression moins directe[124].

De ces deux mécanismes, l'individu bouillant de remord pour avoir tant combattu et milité en faveur de tel ou tel autre parti, une fois déçu à cause de ses études médiocres ou son analphabétisme, essaie d'envoyer ses enfants en vue de ruminer son échec.

Parmi les membres qui formaient l'état-major du parti CNDD-FDD en 2005 dans notre commune, il y en a qui ont subi ce sort, comme nous l'affirme Ndagije Etienne, chef de zone à cette période :

> « *Kutiga biragatsindwa. Iyo mba nsigaranye umwana akiri muto ntiyomvanye mw'ishure. Ishure ni nziza cane. Nokabaye mfise amashure kumbure nari kuronka igiti cisumbuye nk'abandi, atari kuba "chef de zone"* »[125].

Ce qui signifie :

> « *Que soit maudit l'analphabétisme. Si j'avais un enfant, il n'oserait pas quitter l'école. Les études sont très bonnes. Si du moins je les avais en 2005, j'espère que j'aurais pu avoir un poste plus ou moins supérieur à celui de chef de zone* ».

De cette lacune scolaire, Kagoma Elie, président du parti CNDD-FDD en 2005 à Giharo nous affirme :

> « *Abana bacu n'ukubareka bakiga, ntibabone ayo twabonye hageze ko abize baturirako tutari isahani* »[126].

C'est-à-dire :

> « *Il faut laisser nos enfants étudier pour qu'ils ne subissent pas le sort que nous avons subi nous-mêmes lorsque ceux qui étaient passés par le banc de l'école profitaient de cette situation à notre détriment* ».

Voilà les mobiles qui sont à l'origine de l'expansion scolaire formelle au détriment de l'enseignement informel "*Yagamukama*".

---

[124] NIYUBAHWE (A.), *Cours de psychologie générale*, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1ère Candidature, A/A : 2005-2006.
[125] NDAGIJE (E.), *Enquête orale* du 7 mai 2013 à Muzye.
[126] KAGOMA (E.), *Enquête orale* du 11 octobre 2012 à Ngomante.

III.A.4. Le secteur de la santé et de l'assainissement

III.A.4.a. Le domaine sanitaire

Dans toutes les régions du monde, la question de la santé est très pertinente. On ne peut pas parler de l'évolution sociale et politique ou même économique, en négligeant l'état sanitaire de la population. Dans chaque société, l'évolution de celle-ci implique l'équilibre psychique et l'hygiène.

En effet, dans notre zone d'étude, on observe une gamme de maladies menaçant la population. C'est, entre autres, la malaria qui vient en première position, les maladies tropicales : onchocercose, bilharziose, tænia, amibiase, etc. Toutes ces maladies nécessitent un traitement adéquat.

Jusqu'en 1990, on comptait trois centres de santé en Commune Giharo : le centre de santé de Giharo, celui de Muhafu en zone Muzye et celui de Gakungu. Les trois centres de santé ne pouvant pas servir toute la population, les gens de Kumoso s'adonnent à la consultation d'"*ukuraguza*" en guise de sauvetage, comme l'affirme NDORIMANA Jean :

> « *Aha ku Bayaga, ukuraguza ni nk'umugenzo, utuma ingo nyinshi zisambuka* »[127].

Ce qui se traduit :

> « *Ici à Bayaga, la consultation des sorciers, c'est comme une pratique, qui conduit souvent à la dislocation des ménages* ».

Ainsi, une fois que les gens se rendaient chez les guérisseurs, ces derniers taxaient beaucoup d'argent tout en semant la zizanie dans les ménages. La situation sera sauvée par l'avènement des bienfaiteurs qui se donnent comme mission de sensibiliser la population en vue d'aller se faire soigner au centre de santé. De ce fait, le rôle éminent des gens appelés "*Abaremeshakiyago*" apparaît comme un soulagement en matière de la santé pour la population, par le fait qu'ils contribuent au changement des mentalités en leur montrant la nécessité de se fier à la médecine moderne et non aux pratiques obscures d'*ukuraguza*.

Enfin, l'état sanitaire commence à s'améliorer après la crise de 1993 puisqu'apparaît d'autres centres de santé, notamment, celui de Muzye et de Butezi.

---

[127] NDORIMANA (J.), *Enquête orale* du 13 juin 2012 à Bayaga.

Après la crise d'octobre 1993, on remarque une grande amélioration dans le secteur sanitaire de la commune Giharo du point de vue du nombre des centres de santé et de leur implantation. La répartition par zone est la suivante :

- Zone Giharo : deux centres de santé (Giharo et Nyagahara) ;
- Zone Gakungu : le centre de santé de Gakungu ;
- Zone Butezi : le centre de santé de Butezi et un centre de santé privé ;
- Zone Muzye : 3 centres de santé (Muhafu, Muzye et Nyembuye).

La répartition montre que chaque zone compte au moins un centre de santé, mais la couverture sanitaire n'est pas satisfaisante. Egalement, la commune dispose de peu de pharmacies : à Muzye, il y en a trois, deux à Butezi, deux à Giharo tandis qu'à Gakungu il n'y en a aucune. A cause de cette insuffisance de pharmacie, la population de la commune Giharo se contente des médicaments disponibles aux centres de santé. Cet état de fait montre la baisse du taux de mortalité, bien que certaines personnes fassent toujours recours à la médecine traditionnelle.

La situation sanitaire de la commune présente un état clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : le paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques, les parasitoses intestinaux, les maladies nutritionnelles et avitaminoses, les traumatismes et blessures, les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA. A part ces maladies, la commune connaît des maladies particulières : la lèpre et l'onchocercose[128].

Le tableau ci-contre informe sur la capacité d'accueil et la fréquentation des établissements sanitaires.

Tableau n°14 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Collines desservies	Centre de santé		
		Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisation	Nombre de l
1. GIHARO	6	817	18	8
2. MUZYE	4	-	-	4
3. BUTEZI	7	1201	93	4
4. GAKUNGU	7	399	3	4
5. MUHAFU	7	917	8	4
Total commune	**31**	**3334**	**122**	**20**

Source : *Plan communal de développement communautaire*, Septembre 2007, p.21.

[128] *Plan communal de développement communautaire de GIHARO*, GIHARO, Octobre 2007, p.20

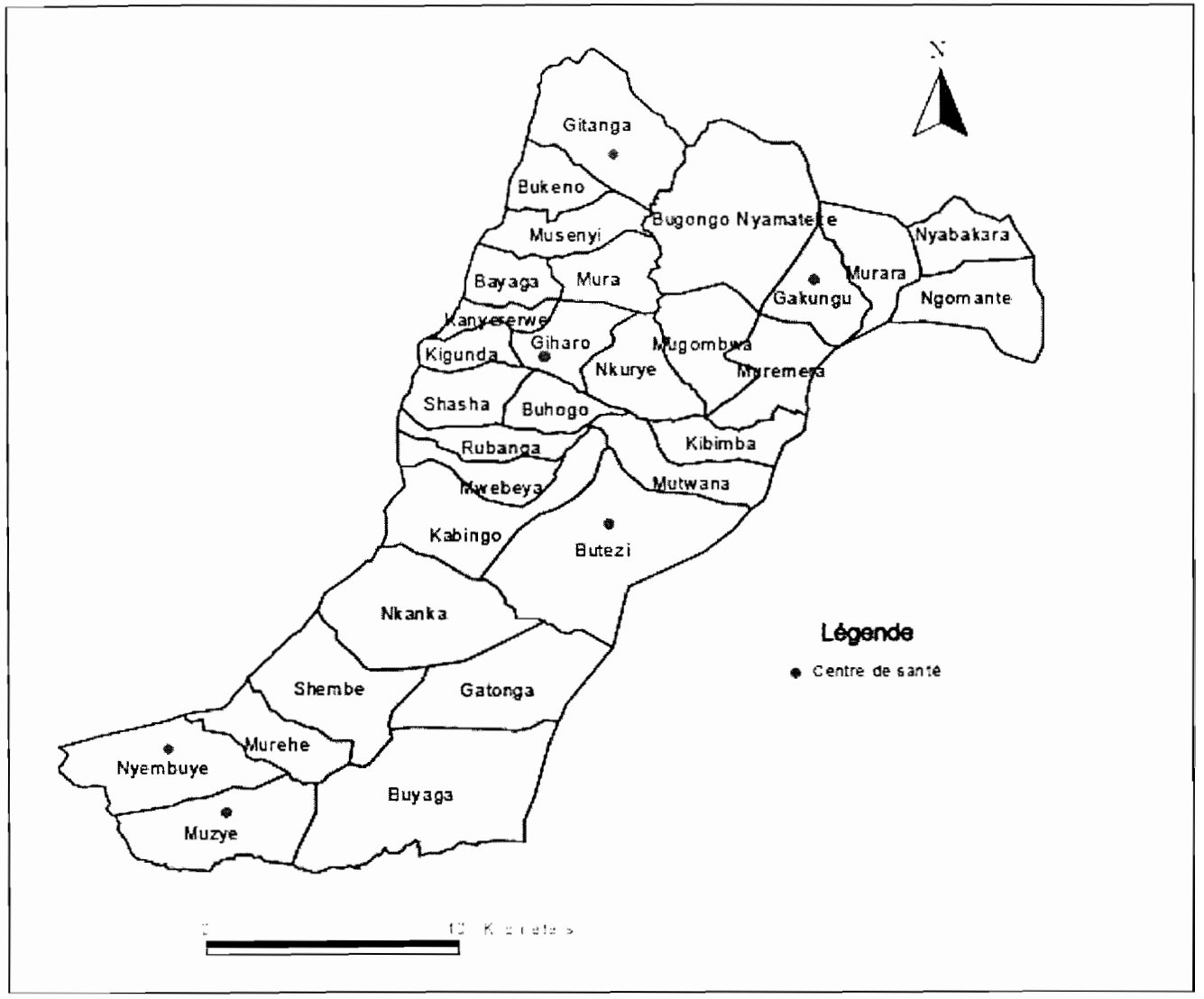
Après 4 ans, c'est-à-dire en 2012, la situation sanitaire de la commune Giharo change et ce, grâce aux motifs suivants :

- Les intervenants dans le domaine sanitaire : CORDAID, FENU, IMC, …
- Le rapatriement des personnes réfugiées ;
- L'augmentation du personnel soignant ;
- La formation des sages femmes ;
- La formation des *Baremeshakiyago* ;
- La création des centres de santé et pharmacies.

En effet, les fréquentations des centres de santé augmentent valablement. Selon les informations recueillies auprès du centre de santé de Muzye, la fréquentation actuelle est comprise entre 1600 et 1800 patients.

La carte ci-dessous nous montre la répartition des infrastructures sanitaires dans notre zone d'étude.

Carte 2 : Infrastructures sanitaires



En observant la carte des infrastructures sanitaires, nous constatons qu'elles sont réparties un peu partout dans la commune. Nous les trouvons notamment à Muzye, Nyembuye, Muhafu (colline Shembe), Butezi, Gakungu et Nyagahara (colline Gitanga). Elles n'occupent que 16,1% des collines qui composent la commune Giharo car ne se trouvant que sur 5 collines. C'est pour cette raison que le domaine sanitaire est à améliorer. Mais aussi, sachant qu'une bonne santé exige entre autres éléments l'utilisation de l'eau potable, il s'avère nécessaire de parler de l'état des lieux dans la zone d'étude.

III.A.4.b. Approvisionnement en eau potable

La commune Giharo n'est pas bien desservie en eau potable. Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. Le plateau de Nkoma constitue un grand château d'eau qui pourrait alimenter presque toute la commune ; pourtant pas mal de sources d'eau provenant de ce château coulent vers l'Est de la commune.

Dans la commune de Giharo, il existe 34 branchements dont 31 pour les particuliers, 1 pour la paroisse catholique de Giharo, 1 pour le centre de santé de Muhafu et un pour le centre de santé de Butezi jusqu'en 2007[129].

L'analyse de la répartition géographique de l'eau dans la commune montre que les adductions d'eau se retrouvent le long de la RN11 alors que dans les collines éloignées de celle-ci, il y a un manque d'eau. Cela se remarque en grande partie dans les zones Gakungu et Muzye : collines Nyembuye, Murehe, Gatonga, etc. D'après le plan communal de développement communautaire, il existe 301 bornes fontaines aménagées. Le réseau d'adduction couvre 147,6 km. Il faudrait réhabiliter tous les points d'eau non fonctionnels et aménager de nouveaux pour atteindre les normes de l'OMS qui sont d'un point d'eau potable tous les 500 mètres.

Selon les données de la monographie communale, la moyenne arrive à 0,0428 points d'eau par 500 mètres.

Toujours en matière de la santé, l'entretien du corps mais également la santé mentale et morale s'avèrent être des points non négligeables, comme on va le voir.

---

[129] *Plan communal de développement communautaire*, Septembre 2007, p.11.

III.B. La situation économique de la Commune Giharo de 1982 à 2013

Parlant de l'économie, on va aborder les domaines de l'habitat et de la voirie de même que la situation du commerce et les finances de la commune.

III.B.1. Le domaine de l'habitat et de la voirie

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons sans enclos. Les maisons sont pour la plupart couvertes de paille et sont en mauvais état. Dans cette commune, l'habitat est à améliorer car beaucoup de rapatriés rentrent dans cette commune et sont pour la plupart sans habitation. Pour ce qui est des résidents, certains vivent avec des habitations non décentes tandis que d'autres n'en ont même pas. Des maisons ont été détruites par la guerre ou par les pluies torrentielles en 2004. Beaucoup de maisons ont été reconstruites par l'Etat et des partenaires (HCR, Eglises, ONG) pour les rapatriés dans la commune. Le tableau suivant nous fait part de la situation de l'habitat dans notre zone d'étude jusqu'en 2007.

Tableau n°15 : Situation de l'habitat dans la commune Giharo en 2007

Commune	**Nombre de maisons détruites**				**Nombre de maisons reconstruites**			
GIHARO	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
	18	37	-	-	2265	831	-	500

Source : *Plan communal de développement communautaire*, septembre 2007.

La situation de l'habitat s'est améliorée grâce à certains intervenants (les ONGs) qui distribuent les tôles pour la réhabilitation des maisons. Nous ne pouvons pas passer sous silence la contribution majeure de l'Etat qui distribuait des terres servant à l'établissement des paysannats, tels que celui de Nkurye (Giharo), celui de Buyaga (Muzye), etc.

Quant au transport et aux voies de communication, la commune est traversée par la RN11 non macadamisée du Nord au Sud. Cette route joue un rôle très important surtout pour le transport des produits vivriers et industriels. Cependant, elle commence à se détériorer par manque d'entretien. D'autres voies de pénétration dites pistes rurales faisant ramification sur la RN11 et joignant les différents coins de la commune existent et totalisent une longueur de 64,75km.

En ce qui concerne les voies de communication, par la téléphonie mobile, plusieurs collines de la commune sont connectées par le biais des deux antennes LEO. L'une se trouve en zone Butezi et l'autre en zone Muzye. Néanmoins, quelques collines de la zone Giharo sont enclavées dans cette voie téléphonique. C'est notamment les collines Mura, Giharo, Buhogo, Shasha, Kanyererwe et Musenyi. Les réseaux téléphoniques dans ces collines existent en infime partie.

III.B.2. Le secteur du commerce et les finances de la commune

Le secteur du commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune. Dans la Commune Giharo, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, les produits provenant du travail du bois et les produits artisanaux locaux (nattes, corbeilles, vans, etc.).

Le marché joue un rôle essentiel sur le plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs. Par ailleurs, des kiosques des débits de boissons, des cabarets et des restaurants renforcent le système commercial dans la commune.

Les marchés ruraux constituent les supports les plus courants des activités commerciales de la commune. Il existe dans la commune 6 marchés qui ne sont pas aménagés et d'autres petits marchés éparpillés dans les différentes zones.

En ce qui concerne l'épargne, le crédit et les investissements, le secteur bancaire est presqu'inexistant. Néanmoins, la commune compte une Coopérative d'Epargne et de Crédit (COOPEC) et la Régie Nationale des Postes (RNP).

Pour ce qui est de la COOPEC, la commune que nous étudions ne compte qu'une seule COOPEC. Celle-ci a ouvert ses portes depuis 1992 à Giharo. En 1994, elle change d'emplacement pour s'implanter à Butezi, le chef-lieu de la commune. Vers la fin de l'année 2004, elle a fermé ses portes pour des raisons de faillites et cela pendant trois ans. Au mois de juillet 2007, elle va rouvrir ses portes. Actuellement, les adhérents s'élèvent à 7143.

Le rôle de la COOPEC auprès de la population est qu'elle octroie trois sortes de crédits à savoir le crédit campagne et scolaire, le crédit ordinaire et le crédit agricole. Les taux d'intérêts et les durées maximales de ces crédits sont variables. En effet, pour le crédit

campagne et scolaire, la durée maximale varie de 3 à 6 mois et le crédit est acquis au début de l'année scolaire (vers septembre). Le taux d'intérêt de ce dernier est de 3% par mois, frais de gestion de 4% du montant accordé et le nantissement est de 7% du montant. Quant au crédit ordinaire, la durée maximale de paiement est de 48 mois, le taux d'intérêt de 9% par an, frais de gestion de 6,5% du montant accordé. En ce qui est du crédit agricole, le taux d'intérêt est de 2% par mois avec une durée maximale de paiement de 8 mois, frais de gestion qui s'élèvent à 2% du montant accordé.

Il importe de signaler que le nantissement est le même pour les trois sortes de crédit. Ce qu'il faut ajouter pour le troisième, il doit y avoir nécessairement la garantie : cautionnement solidaire et les champs à cultiver ou disponibles. Celui-ci a incité la population à adhérer dans des associations. Selon nos informateurs, la COOPEC a joué une importance capitale dans la vie quotidienne de la population de Giharo : la scolarisation, le commerce et l'agriculture, comme le précise Ciza :

> « *COOPEC iradufitiye akamaro ntangere. Iduha ingurane tukadandaza, ikatubikira udufaranga kugira ngo ibisuma n'abambuzi ntibitwibe. Ikigeretseko iraduha ingurane iyo hageze kurungika mu mashure abana bacu* »[130].

Ce qui se traduit :

> « *La COOPEC a pour nous un rôle très important, elle nous octroie des crédits pour faire le commerce, elle conserve notre argent pour qu'il ne soit pas volé par des brigands. En plus, elle nous donne des crédits pour envoyer nos enfants à l'école* »

Néanmoins, quand bien même il y a ceux qui voient beaucoup d'intérêt dans la COOPEC, il existe aussi ceux qui lui donnent une connotation négative. Ils n'ont pas d'espoir en elle lorsqu'ils considèrent les trois années de fermeture qu'a subie cette dernière (2004-2007). Ils ne cessent de dire :

> « *COOPEC ni nziza ariko nuko baca bayugunyuza ikaca ihomba tugataha zayoye, amahera twahomvye igihe yugara yaratubabaje. N'ubundi ntawuzi ko itodusubira nka mbere* »[131].

---

[130] CIZA (A.), *Enquête orale* du 23 mai 2014 à Butezi.
[131] NTAHONDEREYE (B.), *Enquête orale* du 23 mai 2014 à Shasha.

Ce qui se traduit :

> « *La COOPEC est agréable mais le problème est qu'elle tombe en faillite et nous en pâtissons. Nous avons eu tant de mal lorsqu'elle ferma ses portes et nous avons toujours peur qu'elle puisse connaître le même sort qu'avant* ».

Cette situation a fait que cette institution financière ait peu de sociétaires (7143) compte tenu de la population qui devait y faire part.

Enfin pour clore, en ce qui est de la RNP, elle a ouvert ses portes en mai 2013 au chef-lieu de la commune Giharo. Cette institution s'est implantée dans la localité sous trois objectifs comme le précise Mvuyekure :

> « *La RNP de Giharo est venue pour répondre à trois objectifs primordiaux : désengorger un afflux massif des membres salariés de celle-ci qui perçoivent leurs avoirs à Rutana ; faciliter le transfert d'argent par le biais d'ECOKASH, envoyer des lettres et des colis ; promouvoir le PNSEB (Programme National de Subvention des Engrais au Burundi). En plus de tout cela, la politique d'octroi des crédits à court terme dit crédit poste-finance remboursable sur une année : un tiers du salaire pendant 12 mois avec un taux d'intérêt par mois* »[132].

Signalons que la RNP a peu de clients : 170 seulement. Les raisons sont notamment liées au non octroi des crédits aux non salariés. En fin de compte, elle est venue un peu tard.

III.C. Les loisirs et la culture dans la Commune Giharo de 1982 à 2013

III.C.1. Le sport

L'activité sportive est très importante dans la vie de la population. C'est une activité de loisir ayant pour but la socialisation et l'entretien du corps. On range sous la rubrique sport,

> « *toute activité de loisir dont la dominante est l'effort physique participant à la fois au jeu et au travail, pratiqué de façon compétitive, comportant des règlements et des institutions spécifiques (...)* »[133].

---

[132] MVUYEKURE (C.), *Enquête orale* du 23 mai 2014 à Butezi.
[133] SANKALE (M.) et alii, *Dakar en devenir*, Paris, Présence Africaine, 1968, p.186.

Dans le domaine sportif, les activités commençaient à s'améliorer autour des années 1990 lorsqu'on organisait des « tournois de l'espérance » tant interclasses qu'interscolaires. Ces matchs étaient organisés au sein des directions scolaires et avaient pour but d'enraciner l'unité entre les jeunes. Ils ont beaucoup contribué dans la pacification post-crise. Ces matchs concernaient surtout le football. Quant au volleyball, basketball, handball et autres, ce sont des jeux qu'on ne trouve pas à Giharo jusqu'à l'implantation de l'école secondaire dans la commune en 1995. Bien que le football intéresse beaucoup de gens, on n'avait pas assez d'équipes au sein de la commune. Néanmoins,

> « *Iyo abakinyi ba Commune Giharo bahuye n'iyindi commune, abarorerezi baraza ari benshi cane* ».

Ce qui se traduit :

> « *Si les joueurs de la commune Giharo croise le fer avec ceux d'une autre commune, des spectateurs venaient assister en grand nombre* »[134].

Ces compétitions n'étaient pas aussi fréquentes avant 1993. C'est pour dire que les compétitions s'intensifièrent après la crise et surtout après 2005, c'est-à-dire lorsque le pays retrouva le calme.

III.C.2. Les loisirs

D'après Sankalé, le mot « *loisir* » signifie temps dont on dispose pour faire commodément quelque chose. C'est donc un moment opportun pour se distraire en vue d'achever la journée. C'est aussi le moment où les manifestations culturelles sont pratiquées.
En un sens, le sport, en tant que spectacle, fait partie des loisirs et l'on pourrait dire de la même chose de la musique, le divertissement, la lecture (journal, revue, livre) ou de l'audition de la radio. Les loisirs occupent les temps libres, c'est-à-dire les congés annuels, les dimanches et jours de fête, les heureuses heures qui suivent l'achèvement de la journée de travail[135].

Le domaine des loisirs dans la localité de Giharo concerne en grande partie l'écoute de la radio, la prière, la messe, les chants à l'église, l'assistance aux jeux et célébration des mariages les jours de samedi. En plus de tout cela, les gens de Kumoso aiment fréquenter les

---

[134] HAKIZIMANA (R.), *Carte scolaire de GIHARO*, Enquête orale faite le 10 février 2012.
[135] SANKALE (M.), *op. cit.*, p.190.

cabarets pour y prendre la bière brassée en accompagnement avec de la viande de préférence grillée (les brochettes).

Pendant la saison sèche, lors des récoltes, un autre moment loisible est le jour du marché. Ce jour-là, les gens se rencontrent à la place du marché où ils prennent ce qu'ils appellent « *umucûzi* », c'est-à-dire la sauce de la viande cuite dans des canari.

En effet, lors des récoltes, Il y a ceux qui vont au marché pour vendre leurs récoltes afin de pouvoir s'acheter de la viande. Une fois que les deux individus de sexes différents s'assoient ensemble autour d' »*umucûzi* » en accompagnement avec une demi-calebasse remplie du vin de banane (« *urwarwa* »), suivait la danse frétillante à la manière des abeilles. Selon nos informateurs, c'était un élément annonciateur des amours illégaux qui conduisent souvent au concubinage, à l'adultère, cause fréquente des divorces et de la polygamie. Les autorités administratives et morales (églises) découragent complètement ce genre de comportement sans pour autant l'éradiquer.

III.C.3. La culture

En ce qui concerne la culture, les groupes d'animation scolaire d'une part se mettent à des programmes variés. Il s'agit surtout de la danse et chansons pour les jeunes filles lors des fêtes scolaires. Sous cet esprit, le missionnaire allemand Stark construisit un centre pour les jeunes à Giharo pour développer les activités culturelles.

On note particulièrement l'existence d'un groupe d'animation culturelle célèbre sur la colline Shembe. Ce groupe est appelé *Abatamvyi b'ihuruma*. Cette danse est connue au niveau de la province et même du pays.

Au sein de chaque colline, le développement des activités culturelles s'est épanoui depuis 2005. Des groupes d'animation furent utilisés dans l'agitation et dans la propagande politique. A la veille des élections de 2010, on assiste à une trentaine de groupes d'animation qui, dans leurs chansons, diffusaient des slogans destinés à l'appui du parti CNDD-FDD au pouvoir depuis 2005. Lors de la campagne électorale de 2010, le message véhiculé était l'éloge au président Pierre Nkurunziza. Donc, il y avait tant d'animations culturelles à la faveur des manifestations politiques en général et du parti CNDD-FDD en particulier.

CONCLUSION GENERALE

En 1982, la commune de Giharo renaît. Elle a une superficie assez grande mais elle est relativement moins peuplée. Le taux d'accroissement naturel, la réduction du taux de mortalité grâce à l'amélioration des conditions de vie et la réduction de la sorcellerie suite à l'action des églises font que la population augmente. En outre, les migrations constituent un autre facteur de peuplement de la zone d'étude.

La crise de 1993 a néanmoins fait chuter la densité, certains des habitants se sont exilés vers l'extérieur du pays, surtout en Tanzanie. Parmi les réfugiés, il y avait les autorités communales, ce qui fit que les activités de la commune furent paralysées pendant un certain temps. La solution provisoire fut d'instituer le vote émotionnel afin d'assurer la continuité des services publics. Les autorités locales élues dans ces conditions furent l'objet d'une remise en cause par la majorité de la population. Suite à la crise, l'usage effréné de la violence, de l'exclusion, de la dissuasion devient monnaie courante. Le germe de la contestation sociale paralyse la justice. Ainsi, certains gens préférèrent adhérer aux groupes rebelles.

En 2005, un administrateur communal issu des élections est investi. Celui-ci est élu dans l'irrespect des normes convenues au niveau des partis lors des élections. En effet, la liste bloquée préétablie fut modifiée et les membres compétents à la tête de la liste rayés de celle-ci. Ce clivage du népotisme s'éternise et conduit à la destitution des deux administrateurs successifs. Dans ce sillage, le clientélisme et le néo-patrimonialisme s'enracinent au sein de la commune et l'idéologie divisionniste est consacrée.

Du point de vue social, on observe une évolution croissante. En effet, dès 1982 jusqu'en 1994, la commune n'avait aucune école secondaire. Il y avait très peu d'écoles primaires et les écoles Yagamukama dans toutes les succursales. C'est vers 1995 que la première école secondaire apparaît. Aujourd'hui, Giharo totalise 13 écoles secondaires réparties dans toutes ses zones. Dans le même domaine, nous avons vu que les Eglises ont joué un rôle non négligeable dans le changement des mentalités de la population locale, notamment par le biais des œuvres missionnaires et holistiques. L'Etat et les ONGs ont contribué dans la promotion de l'habitat décent, le premier en octroyant des propriétés pour la construction des paysannats, et les seconds, en intervenant dans la construction des maisons ou dans l'octroi des matériaux de construction (tôles, portes, fer à béton, etc.).

En outre, dans le domaine de la santé, dès sa naissance, Giharo ne compte qu'un seul centre de santé. Mais jusqu'en 2013, on dénombre cinq centres de santé répartis dans les quatre zones que comprend la commune. Néanmoins, Giharo manifeste un manque criant d'eau dû à l'inégale répartition de celle-ci dans la commune.

Pour ce qui est du secteur économique, nous avons vu que le secteur bancaire est quasi-inexistant. La Commune ne compte que la COOPEC et la Poste qui vient d'ouvrir ses portes. Les ressources financières de la commune résident en grande partie dans les revenus tirés des taxes et impôts perçus dans les marchés ruraux. Notons que la voirie, non développée et mal entretenue, a un impact négatif sur l'économie de la commune.

Nous ne pouvons pas prétendre avoir épuisé ce sujet. C'est pour cette raison que nous invitons d'autres chercheurs à continuer à approfondir le sujet sur d'autres aspects en rapport avec la problématique du développement socio-économique et de l'évolution socio-politique et culturelle de la commune Giharo. Nous estimons néanmoins que ce travail a contribué à donner une idée d'ensemble. Il n'est qu'une ouverture à une série d'autres travaux qui peuvent apporter une meilleure connaissance de la commune.

BIBLIOGRAPHIE

IV. Ouvrages généraux

1. ANGO ELA (P.), éd., *La prévention des conflits en Afrique centrale, Prospective pour une culture de la paix*, Paris, Karthala, 1999, 421p.
2. BELLON (R.) et DELFOSSE (P.), *Codes et lois du Burundi,* Bruxelles, Maison Ferdinand, 1976.
3. BOUCHAUD (R.P.), C.C.S.P., *L'église en Afrique noire*, Paris, Genève, La platine, 1958.
4. CHAPEL (Y.) sous la dir., *La gestion administrative du développement*, New York, UNESCO, 1974.
5. DELACROIX (S.), (Sous la dir. De), *Histoire universelle des missions catholiques*, Vol.VIII : *Les missions contemporaines (1800-1957)*, Paris, Grund, 1957.
6. DURKHEIM (E.), *La division du travail*, Paris, P.U.F.1893.
7. DUVERGER (M.), *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1976.
8. ELIAS (N.), *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.
9. *Encyclopédie française*, 6ème éd., Paris, Librairie Larousse, 1998.
10. GAHAMA (J.), *Le Burundi sous l'administration belge : Période sous mandat (1919-1939)*, Paris, Karthala, 1983, 465p.
11. HYDEN (G.) et BRATTON (M.), *Gouverner l'Afrique, vers un partage des rôles,* Les Presses du régional center, 1993.
12. LAVIGERIE (C.), *Instruction aux missionnaires*, Namur, Grands lacs, 1950.
13. LIPSET (S.M.), *L'homme et le politique*, Paris, Seuil, 1962.
14. PADOVER (S.K.), *Pourquoi la démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons, 1967, 209p
15. SANKALE (M.) et alii, *Dakar en devenir*, Paris, Présence Africaine, 1968.
16. TOCQUEVILLE (A.), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Nouveaux Horizons, 1967, 209p.

II. Mémoires

1. BENDANZIKA (R.), *Les échanges socio-économiques du Moso-Nord avec les régions voisines : Fin XIX^e S à nos jours*, Mémoire, Bujumbura, U.B., FLSH, 1990.
2. BUKURU (P.), *L'organisation et le déroulement des élections communales et législatives au Burundi (1960-1961)*, Mémoire, Bujumbura, U.B., FLSH/Histoire, 1990.
3. NDAYISHIMIYE (P.), *Les tentatives d'explication des crises des régimes politiques africains post-coloniaux (1962-1995). Cas du Burundi*, Mémoire, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1996.
4. NIYITUNGA (T.), *Histoire sociale de la mission de Kiguhu (1978-2008)*, Mémoire, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 2010.
5. NIZIGIYIMANA (F.), *Les transformations politiques consécutives à la présence coloniale au NKOMA*, Mémoire, Bujumbura, U.B., F.L.S.H.
6. SENTAMBA (E.), *Evolution de l'administration locale en territoire et province Rutana (1960-1992)*, Mémoire, Bujumbura, U.B., F.L.S.H./Histoire, 1993.

III. Articles de revues

1. NDAYIZEYE (B.), « Le FRODEBU accusé de 175 délits », in *Carrefour des idées*, n°24 du 1^er au 5 avril 1993.
2. NINDORERA (A.), « Proclamation des résultats provisoires des législatives », in *Le Renouveau du Burundi*, du vendredi et samedi 3 juillet 1993.
3. NTIBANTUNGANYA (S.), Discours prononcé lors des obsèques du président NDADAYE, in *Le Renouveau du Burundi* n°4260, décembre 1993.

IV. Autres documents

1. Abbé NDIMUBANDI (B.), *Ethique morale*, Conférence-débat du 5 février 2001.
2. Comptes de gestion (Commune Giharo), exercice 2013 : Code 1502.
3. Loi n°1/02 du 25 janvier 2010 portant révision de la loi n°1/016 du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale, *B.O.B.* n°1 ter/2010, pp.242-257.
4. NDAYISABA (J.), *Le racisme démocratique*, Conférence-débat, s.d.

5. *Plan communal de développement communautaire de GIHARO*, GIHARO, Octobre 2007.

6. *Plan communal de développement communautaire*, Rutana, Septembre 2007.

7. Rapport de la COSOME sur les élections communales du 3 juin 2005.

ANNEXES

Annexe 1. LISTE DES INFORMATEURS

Nom et prénom	Age	Fonction	Lieu	Date d'interview
BAMBONEYEHO Siméon	40	Enseignant et ancien administrateur communal	Muzye	20/4/2012
BAZISHAKA Juvénal	52	Pasteur (FECABU)	Muzye	5/2/2012
CIZA Audace	43	Commerçant et ancien membre du conseil communal	Butezi	23/5/2014
HAKIZIMANA Rénovat	39	Carte scolaire Giharo	Muzye	10/2/2012
HAYAWI Jean Claude	41	Secrétaire de la paroisse Giharo	Mura	7/5/2013
ITANGISHAKA Etienne	32	Catéchiste	Muzye	26/4/2013
KAGOMA Elie	50	Cultivateur et ancien président du CNDD-FDD dans la commune	Ngomante	11/10/2012
KAMWENUBUSA Siméon	42	Directeur de l'EP Giharo, ancien membre du conseil communal	Giharo	20/4/2012
KANA Claver	60	Cultivateur et forgeron	Muzye	1/12/2012
KARIYO Paul	82	Cultivateur et ancien catéchiste	Kanyererwe	30/4/2013
KAZINTANZE Adrien	37	Enseignant au Lycée Communal Muzye	Muzye	5/4/2013
MBONAVYANSE Didier	38	Enseignant et ancien membre du Conseil Communal	Giharo	21/5/2013
MIBURO Marthe	47	Cultivatrice	Gakungu	26/5/2012
MISAGO Méthode	48	Cultivateur	Gisito-Muzye	2/4/2012
MUTAMA Célestin	40	Maçon et homme d'église	Muzye	10/3/2012

MVUYEKURE Cyriaque	43	Fonctionnaire et chef d'Antenne RNP Giharo	Butezi	23/5/2014
NDABACEKURE Boniface	79	Cultivateur	Mura	3/4/2013
NDAGIJE Etienne	54	Chef de zone Muzye	Muzye	7/5/2013
NDANGAHINO Blaise	70	Cultivateur	Gitanga	7/5/2013
NDARUSANZE Jérôme	45	Cultivateur	Mwebeya	4/12/2012
NDAYISENGA Joël	37	Chef d'antenne PAQUAVE Rutana	Muzye	19/5/2013
NDIKUBWAYO Didace	36	Cultivateur et ancien combattant	Musenyi	20/6/2012
NDIMURUKUNDO Joseph	53	Chauffeur	Muzye	18/5/2013
NDORIMANA Jean	37	Cultivateur et ancien chef de sous-colline	Bayaga	13/6/2012
NDUBARAYE Jean	47	Cultivateur	Gatonga	19/6/2012
NDUWIMANA Berchimas	43	Ancien président communal du parti FRODEBU	Butezi	6/5/2013
NGUVUMARI Elias	38	Commerçant et ancien chef de zone Butezi	Butezi	¾/2012
NIJIMBERE Sylvestre	43	Commerçant	Muzye	11/2/2012
NIMENYA Philbert	42	Secrétaire communal de Giharo	Butezi	30/12/2012
NIYONIZIGIYE Josephine	33	Enseignante	Muzye	10/5/2013
NTAHIRIRIZWA Pascal	38	Militaire	Nyembuye	¾/2012
NTAHONDEREYE Bernard				
NTAKAMURENGA Joseph	38	Député du CNDD-FDD et ancien président du conseil communal	Muzye	18/5/2013
NTAWUKIRISHIGA Véronique	41	Cultivatrice	Murembera	18/6/2012
NTAWUYAMARA Thomas	70	Cultivateur	Rutamba-Muzye	3/4/2012
NYAGWIMO Samuel	43	Cultivateur	Bukeno	2/4/2012

NYANDWI Damien	35	Enseignant et Ancien membre du conseil communal	Muzye	20/5/2013
NYANDWI Gabriel	47	Enseignant à l'E.P. Muzye II	Muzye	5/4/2013
SINDAYIGAYA Déo	48	Pasteur (EMUBU)	Buyaga	18/4/2013

Annexe 2. GUIDE D'ENQUETE

1. Les migrations de population

a. *Les migrations de population locale*

1° Etes-vous né dans cette localité ?
2° Quel est votre lieu d'origine ?
3° - Comment êtes-vous arrivé ici ?
- Etait-il facile de voyager ?
4° Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à venir vous installer dans cette localité ?
5° - Qu'est-ce que vous escomptiez recevoir ici ?
- Des propriétés ?
6° Ces propriétés étaient-elles reçues gratuitement ?
7° Qui vous ont aidé à les recevoir ?
8° L'exploitation de ces champs était-elle facile ?
9° Pourquoi préfériez-vous quitter ces terres ?

b. *Les migrations des missionnaires*

1° Ceux qui ont implanté telle église proviennent d'où ?
2° Comment sont-ils arrivés ici ?
3° Ils étaient à combien ?
4° Sont-ils restés ici longtemps ?
5° Quand est-ce qu'ils sont partis ?
6° Savez-vous les raisons qui les ont poussés à quitter cette localité ?

2. Domaine d'infrastructure administratif et social

a. *Implantation d'infrastructures*

1° La Commune en soi s'appelle Giharo alors que le chef-lieu est Butezi. Pourquoi ? A-t-elle changé d'emplacement ?
2° Depuis quand cet emplacement a été changé ?
3° Quand est-ce qu'on a construit les infrastructures suivantes :
- Telle église ?
- Tel centre de santé ?
- Telle école ?
- D'autres non mentionnées ?

4° Qui les ont fait construire ? L'Etat ou autres ?
5° Lesquels ?
6° Quels sont les apports ou les rôles de ceux-ci ?

b. *Domaine social et économique*

1° Pourquoi préfériez-vous envoyer vos enfants à l'école ?
2° Comment avez-vous accueilli la prolifération des écoles ?
3° Quels seraient les avantages d'aller à l'école ?
4° Parvenez-vous à payer les frais de scolarisation ?

3. Domaine politique et administratif

a. *Les autorités locales d'avant 1993*

1° Qui sont les autorités suivantes ? Que faisaient-ils ?
- Administrateur communal
- Conseiller
- Chef de secteur
- Gacaca
- Nyumbakumi

2° Quel est le mode de succession ? (élection ou désignation)
3° Sur quels critères se base-t-on ?
4° Combien de temps durait son mandat ?
5° Quels sont les critères de la destitution d'une autorité ?

b. *Election des autorités 1993 et 2005*

1° Comment vous préparez-vous pour discuter le pari des élections ?
2° Qu'est-ce qui était organisé pour rassembler les gens membres effectifs ou non ? Des meetings ?
3° Comment chantiez-vous au cours de ces meetings ?
4° Quel était l'objectif de ces chansons ? Etait-ce pour convaincre la masse des électeurs ?
5° Une fois arrivé dans l'isoloir, vous référiez-vous à ce qui avait été dit dans les meetings ?
6° Pourquoi avez-vous jugé élire en faveur de tel parti et non pas pour tel autre ?
7° Y a-t-il des enjeux ?

c. *Les autorités administratives communales (1993-2013)*

1° Comment procédait-on pour se faire élire ?
2° Quelles sont les stratégies utilisées pour convaincre la masse des électeurs ?
3° Qui a été nommé au poste d'Administrateur en 1993 ?
4° A-t-il terminé son mandat ?
5° Qu'est-ce qui a fait qu'il ne le termine pas ? La crise ?
6° Qu'a-t-il fait pour quitter son poste ?
7° Qui lui a succédé par la suite ?
8° Son mandat a-t-il expiré ?
9° Qui a assuré la relève par la suite ?

d. *La politique administrative*

1° Comment les activités administratives étaient-elles coordonnées ?
2° Y avait-il des réunions pour toutes les autorités ?
3° Combien de fois par mois ou par semaine ?
4° Existe-t-il des conflits entre les autorités ?
5° Que disent les membres du conseil communal à l'encontre des autorités ?
6° Quelles sont les opinions de la masse envers les autorités ?